



HAL
open science

Perpignan, une ville avant le Front national ?

Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg, Sylvain Manternach

► **To cite this version:**

Jérôme Fourquet, Nicolas Lebourg, Sylvain Manternach. Perpignan, une ville avant le Front national ?. Fondation Jean Jaurès, 2014. hal-01841921

HAL Id: hal-01841921

<https://hal.science/hal-01841921>

Submitted on 1 Aug 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Perpignan, une ville avant le Front national ?

Jérôme Fourquet
Nicolas Lebourg
Sylvain Manternach

Perpignan, une ville avant le Front national ?

Jérôme Fourquet

Nicolas Lebourg

Sylvain Manternach

AVERTISSEMENT

La mission de la Fondation Jean-Jaurès est de faire vivre le débat public et de concourir ainsi à la rénovation de la pensée socialiste. Elle publie donc les analyses et les propositions dont l'intérêt du thème, l'originalité de la problématique ou la qualité de l'argumentation contribuent à atteindre cet objectif, sans pour autant nécessairement reprendre à son compte chacune d'entre elles.

SOMMAIRE

Lignes de front	5
Propos sur la méthode	19
Vote frontiste et population originaire des mondes arabo-musulmans	33
Une ville du Sud ?	55
Le quartier gitan et l'offre politique	75
Les dynamiques électorales	91
Une élection entre clivage ethnique et logique sociale	117

Jérôme Fourquet travaille depuis dix-huit ans dans le secteur des sondages d'opinion et des études électorales. Il est directeur du département « Opinion et stratégies d'entreprise » de l'Ifop.

Nicolas Lebourg, spécialiste des extrêmes droites, est membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès et chercheur de l'Université de Perpignan-Via Domitia.

Sylvain Manternach est géographe-cartographe, formé à l'Institut français de géopolitique.

LIGNES DE FRONT

Perpignan est une ville-frontière et de frontières : entre la France et l'Espagne, entre le monde méditerranéen et l'Europe, entre la misère de certains de ses vieux quartiers et l'opulence de certaines zones pavillonnaires, entre le Front national (FN) et le pouvoir. La liste «Perpignan ensemble», menée par Louis Aliot, vice-président du FN et compagnon de Marine Le Pen, y est parvenue en tête au soir du premier tour des élections municipales de 2014, avec 34,1 % des suffrages. C'est l'unique cas pour une commune de plus de cent mille habitants, la préfecture des Pyrénées-Orientales en comptant officiellement 118 238. Jean-Marc Pujol, le maire sortant soutenu par l'Union pour un mouvement populaire (UMP), l'Union des indépendants (UDI) et Unitat Catalana (un groupe catalaniste), n'enregistrait que 30,6 % des voix. Quant à la liste de Jacques Cresta, soutenue par le Parti socialiste (PS) et le

Parti communiste français (PCF), elle ne parvenait à en réunir que 11,8 %. C'est son retrait qui permit à Jean-Marc Pujol de l'emporter (par 55,1 %), en un désistement imposé par les instances socialistes nationales – Christian Bourquin, le président socialiste de la région Languedoc-Roussillon, n'en voulait pas. La participation évolua également. L'abstention passait de 42,8 % à 37,2 %, mais les blancs et nuls bondissaient de 1,8 % à 5,3 %.

Qu'est-ce qui a produit ce choix au premier tour et permis la dynamique dans l'entre-deux-tours ? Voilà notre objet. Il n'est pas qu'une étude de cas. Sociologue et juriste à l'université de Perpignan-Via Domitia (UPVD) et membre de l'Observatoire des radicalités politiques (Orap) de la Fondation Jean-Jaurès, Dominique Sistach l'affirme : Perpignan est « un laboratoire économique et social de la récession française », « en rupture du territoire national, tant en termes économique que social », et un « espace singulier de la mondialisation des flux financiers et humains »¹.

1. Dominique Sistach, « Voir Perpignan d'ici et d'ailleurs : clientèles et rentes », *Ruixat*, n° 2, 2013, p. 10.

Entre 2003 et 2014, le taux de chômage sur la zone d'emploi y est passé de 12,4% à 15,1%. Avec 32% des habitants vivant sous le seuil de pauvreté, Perpignan est la cinquième grande ville la plus pauvre de France, juste après la proche Béziers (où, avec une triangulaire au second tour, Robert Ménard, candidat soutenu par le FN, les souverainistes et l'extrême droite radicale, a été élu maire). Relativement à l'inégalité de la répartition des richesses, Perpignan est la quatrième ville, cette fois juste avant Béziers. La thématique sécuritaire y reçoit également un écho, puisque la ville se classait en 2008 sixième des villes entre 100 et 250 000 habitants pour son taux de criminalité². Les actes délictueux et criminels ont depuis beaucoup baissé, mais cette inversion de tendance n'est pas encore intériorisée par la population.

Maire de Perpignan de 1993 à 2009, Jean-Paul Alduy inscrivait sa cité dans un transfrontalier catalan qui lui paraissait devoir la désenclaver et la développer. L'année de

2. *Le Monde*, 31 août 2009.

son élection était lancée l'Eurorégion, association des régions françaises Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon et de la Communauté autonome de Catalogne, paraissant donner chair à cette perspective. Désormais, de l'autre côté de la frontière, les commerces qui s'ouvrent sont des supermarchés de la prostitution. Une partie de leurs investisseurs sont des notables perpignnais, tandis qu'environ quatre millions d'euros en provenance du blanchiment du trafic de stupéfiants nord-catalan y trouvent aujourd'hui leur débouché, déséquilibrant un peu plus le territoire perpignnais³.

Le sentiment de déconstruction de la ville est allé de pair avec celui de son système politique. Deux dates en sont les marqueurs : 2005, quand la ville est secouée d'émeutes inter-ethniques mettant à jour la concurrence des communautés maghrébine et gitane⁴ ; 2009, quand la ville revote

3. Alain Tarrus et Olivier Bernet, *Mondialisation criminelle. La frontière franco-espagnole de La Junquera à Perpignan*, rapport de recherches Laboratoire interdisciplinaire solidarités sociétés territoires UTM-CNRS-EHESS, 2014, p. 43.

4. Le 22 mai 2005, Mohammed Bey Bachir fut lynché par une vingtaine de jeunes Gitans de Saint-Jacques. Le lendemain, un autre jeune maghrébin était abattu, dans le cadre d'une rivalité amoureuse. Les deux faits divers déclenchent des émeutes durant lesquelles le centre-ville est saccagé.

après que l'élection municipale de 2008 a été annulée suite à ce qui est resté sous le nom de « fraude à la chaussette ». Les deux phénomènes ont mené à un débat public sur « l'alduysme ». Cette pratique clientélaire du pouvoir municipal a été inaugurée en 1959 par Paul Alduy. Elle a été renouvelée par son successeur après 1993, son fils Jean-Paul Alduy, qui a moins récupéré les clientèles de son père que des outils clientélistes, utilisés par tous sur ce territoire⁵. Elle est la matrice du mandat de Jean-Marc Pujol, élu maire par le Conseil municipal après la démission de Jean-Paul Alduy consécutive à sa réélection en 2009. Elle a été imitée et peut-être durcie par le socialiste Christian Bourquin, après sa conquête du Conseil général en 1998.

La situation reste délicate. Quinze quartiers ont été classés prioritaires à l'été 2014, tandis qu'existaient antérieurement deux Zones urbaines sensibles (ZUS) : « le Vernet », au nord de la ville, et « Saint-Jacques, Saint-Mathieu, La Réal », c'est-à-dire l'essentiel du centre historique. Les deux

5. Caroline Maury, « Des chaussettes et des urnes : chronique des élections municipales à Perpignan », *Pôle Sud*, n° 29, 2008, pp. 75-94.

réalités géographiques sont proches, et elles correspondent également à celle d'un rapport inquiet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) en date de 2001. Le centre-ville populaire compte 4 000 logements insalubres, et Saint-Jacques a été classé par l'Insee quartier le plus pauvre de France en 2013⁶. Deux immeubles s'y sont écroulés durant la campagne, en décembre 2013 et janvier 2014. Le reste du centre a été fortement touché par la crise : en 2014, les 700 mètres d'axe commercial qui relie le Conservatoire de musique à la Bourse du travail ne sont plus qu'une longue exposition de rideaux de fer.

Déclassement social, clientélisme et conflictualités ethniques donnent support à toutes les rumeurs. Pas une élection ne passe sans que bruissent en ville des accusations d'achat des votes « gitan » et « arabe » par l'argent public, à coups de distribution de scooters, frigidaire, poulets rôtis ou billets de banque. Est mis en cause un

6. David Giband et Marie-Anne Lefèvre, « Les "nouveaux maîtres du Sud" ? Déclin des systèmes géopolitiques et recompositions du paysage électoral à Béziers et Perpignan », *Hérodote*, n° 154, 2014, pp. 107-120 ; Insee, *Perpignan : une ville où la précarité est forte*, janvier 2001.

système de recrutement clientéliste ethnique à travers les embauches municipales – la ville ayant une population d'agents titulaires C de 8 % supérieure à la norme⁷. Nombre d'habitants sont convaincus que l'UMP à la mairie et le PS au Conseil général ne sont que deux systèmes clientélistes en lutte, s'appuyant pour le PS sur la minorité maghrébine, pour l'UMP sur la communauté gitane. En fait, l'ethnicisation affirmée du système clientéliste participe à dissimuler son caractère généralisé : ici tout commence par son nom de famille. Perpignan est un prototype de système clanique où les étiquettes partisans ont une dimension stylistique, pour donner forme à des oppositions de réseaux de clientèles. Le choix du FN a représenté un moyen de faire exploser ce système vermoulu pour les exclus des bénéficiaires de ce double clientélisme, pour permettre une redistribution des dividendes.

En outre, le choix du vote est troublé par un phénomène d'indifférenciation de l'offre politique. Un rapide tour

7. Dominique Sistach, « La fragmentation de la société perpignanaise », *Ruixat*, n° 2, 2013, p. 31.

d'horizon de l'écosystème politique s'impose. Paul Alduy passa des rangs socialistes aux giscardiens. Jean-Paul Alduy aimait rappeler qu'il fut trotskyste, et passa des démocrates-chrétiens à l'UMP. Il emporta la mairie en 1993 contre un ancien adjoint chiraquien de son père (dans le contexte tendu de la profanation du cimetière juif du Vernet, dénoncé alors comme un complot anti-FN par le FN et par une part des chiraquiens). De son côté, Christian Bourquin resta le chef du PS local même lorsqu'il en fut exclu par les instances nationales pour cause de dissidence frêchiste. C'est lui qui a poussé à l'investiture de Jacques Cresta pour les municipales perpignanaises de 2014. En 2014, Jacqueline Amiel-Donat est sur la liste Parti de gauche, mais en 2008 elle menait une liste PS-PCF-radicaux de gauche-chevènementistes-Lutte ouvrière-Esquerra Republicana de Catalunya, faisant alliance avec le Modem au second tour, et fut avant une adjointe « issue de la société civile » de Paul Alduy (période droite). Son neveu, Olivier Amiel, a été exclu de la direction du parti chevènementiste pour avoir rejoint la liste Pujol – ce qui faisait dire en réunions publiques à Louis

Aliot qu'il menait la seule liste ne comptant pas de militant de gauche, se situant ainsi résolument dans la forme du front sudiste⁸. Clotilde Ripoull, l'ex-tête de liste Modem, passée entretemps par le catalanisme, mène en 2014 une liste « sans partis ». Jean Codognès, exclu du PS pour laisser la place à Jacqueline Amiel-Donat en 2008, est en 2014 candidat Europe Ecologie-Les Verts (EELV). Il mena une liste divers gauche-écologiste en 2009. Après ce vote, Romain Grau, son bras droit de l'époque, rejoint la droite. Jean-Paul Alduy poussa pour qu'il fût le candidat de celle-ci en lieu et place de Jean-Marc Pujol, et au nom de l'UDI plutôt que de l'UMP.

Ce mercato permanent a mené l'UMP à opposer à Louis Aliot, lors des élections cantonales de 2011, Jean-Louis de Noël, l'ancienne tête de liste FN aux municipales de 1995. L'enseignement fut net : Louis Aliot fit 34 %, son adversaire n'était pas au second tour. La gauche se mobilisa, et la candidate PS passa de 18 à 54 %. Il semble qu'une part

8. Cf. Ifop, *Front du Nord, Front du Sud*, Focus n° 92, août 2013.

des cadres de la gauche locale ait rêvé de voir ce scénario se reproduire aux municipales 2014. Jean-Marc Pujol, quant à lui, a joué l'équilibre ou le grand écart : ayant rejoint le courant de la « Droite forte », il se fait le champion d'une droite très décomplexée. Il déclare que « le FN se situe dans l'espace républicain »⁹. Mais, dès l'inauguration de son local de campagne, il met en avant « Perpignan la fraternelle ». Sa liste « Perpignan pour tous » présente des candidats issus des minorités, ainsi Fouzi Bouhadi sur Le Vernet, notoirement hostile à la « ligne Buisson ». Alors qu'il avait manifesté contre la loi Taubira permettant le mariage des homosexuels, il est allé rencontrer le milieu gay local. Ses équipes militantes qui quadrillent le terrain sont ethniquement hétérogènes. Lors du pourtant très consensuel débat radiophonique d'entre-deux-tours, le maire sortant tente même de renvoyer Louis Aliot à Alain Soral et Dieudonné¹⁰.

9. *Valeurs actuelles*, 20 mars 2014.

10. L'attaque est rhétorique : Louis Aliot est un contempteur de l'antisémitisme et de l'antisionisme. Il est à cette date en procès (depuis gagné) avec Alain Soral, qui l'a, entre autres, qualifié de « suceur de sionistes ».

Louis Aliot a aussi tenu compte du positionnement historiquement au centre-droit de la ville. Son affiche est un clin d'œil à celle de la « force tranquille » miterrandiste. Sa profession d'avocat y est notée. Sa liste se présente comme une union à tiers égaux de socioprofessionnels non-encartés, de Rassemblement Bleu Marine et de FN. Bruno Lemaire, troisième de liste, est présenté comme devant être l'adjoint aux finances en cas de victoire. Grâce au curriculum vitae de celui-ci (diplômé d'Harvard, docteur en mathématiques et en économie, ancien enseignant d'HEC et membre du PS), le FN peut se présenter comme gagnant la course à la crédibilité gestionnaire – or, selon une enquête du *Figaro*, la ville est première de France pour la dette par habitant (3 938 euros, en hausse de 7 % en quatre ans), tandis que selon le classement du *Point* il s'agit de la ville la plus mal gérée, *ex-æquo* avec Montreuil (administrée quant à elle par une maire EELV jusqu'aux municipales de 2014)¹¹. Parmi les autres colistiers se trouvent certes des militants ayant eu il y a

11. *Le Figaro*, 10 janvier 2014 ; *Le Point*, 20 juin 2013.

plusieurs décennies un positionnement plus tranché (un ancien du Groupe union défense, un ancien d'Ordre nouveau, un ancien d'un groupe racialementiste), un catholique-traditionnaliste, un militant de la cause harki ayant fait une prise d'otage avec une bombe factice, etc. En somme, la liste a) témoigne d'une difficulté à pénétrer les réseaux de notables, d'où l'apport de diverses personnes en recherche de placement, mais disposant d'un capital local insuffisant pour être sur la liste UMP ; b) dévoile surtout une stratigraphie du champ extrême-droitier croisant la dynamique de droitisation (anciens de l'extrême droite radicale et anciens du champ politique parlementaire) ; c) dispose néanmoins d'une forme normalisée, ne permettant guère à ses concurrents de déployer un discours « contre l'extrémisme ».

Journaliste du *Monde* en charge du FN, Abel Mestre a estimé que Louis Aliot menait une « campagne centriste »¹². Après avoir accompagné nombre de candidats, il demeure sur cette analyse : « la campagne d'Aliot est celle d'un

12. *Le Monde*, 31 janvier 2014.

candidat mûr, rassurant, qui sait adapter la ligne nationale au terrain. Alors qu'il est nationalement sur une ligne anti-communautariste, il a su ne pas faire de la surenchère là-dessus. Il a joué la pondération au risque de se voir reprocher un excès de prudence. Il a une position que l'on peut trouver radicale sur l'Algérie française, mais ce n'est pas le cas à Perpignan, où ça paraît normal. Tous les candidats FN étaient dans la retenue, mais il était le moins démagogique. Résultat, avec une gauche qui n'existe pas, un positionnement droite extrême plus qu'extrême droite, quelle différence de fond y avait-il avec Pujol ? »¹³.

La campagne a donc cherché à faire évoluer les lignes de front d'un territoire urbain aux structures sociologiques déterminantes. Elle représente un cas exemplaire d'intégration du FN au système politique concurrentiel.

13. Entretien, 2014.

PROPOS SUR LA MÉTHODE

La question sensible des relations entre population musulmane (ou d'origine musulmane, ou issue de l'immigration, tous les termes étant souvent utilisés par amalgame et dans une certaine confusion) et vote FN revient très régulièrement dans le débat public, notamment quand il s'agit d'expliquer la prégnance de ce vote dans les villes du littoral méditerranéen. Compte tenu du poids important pris par ces questions dans le débat politique et plus généralement dans la société, il nous est apparu utile de réaliser un travail statistique de façon à pouvoir poser un diagnostic objectif.

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a produit un rapport très critique envers les enquêtes établissant des « statistiques ethniques », tout en reconnaissant leur utilité pour comprendre la situation

sociale. Ses recommandations visaient à éviter qu'elles ne soient un instrument producteur de discriminations. Cette précaution est aussi la nôtre¹⁴. Notre enquête s'inscrit dans une démarche des sciences sociales visant à mettre à jour les mécanismes structurels qui sous-tendent la réalité sociale.

Par ailleurs, Perpignan est un terrain singulier. Géographes, historiens, juristes, politistes et sociologues qui se sont penchés sur la ville soulignent la division ethnique de cet espace urbain. À compter des années 1970, s'est mise en place la production d'une représentation communautaire de ces quartiers – avec des effets de mise à plat, ainsi de la représentation de « quartiers arabes », avec une arabité globale fantasmatique quand l'espace social connaît des subdivisions entre personnes originaires d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, par exemple. L'instauration d'une représentation « communautaire » a permis la structura-

14. Commission nationale de l'informatique et des libertés, *Mesure de la diversité et protection des données personnelles*, rapport présenté en séance plénière, 15 mai 2007.

tion d'un clientélisme défini sur des bases ethnoculturelles, parfois ethno-culturelles. Cette question du rapport entre clientélisme et communautarisme a été au cœur de la campagne municipale. Louis Aliot a d'ailleurs su se saisir des travaux universitaires pour objectiver son propos¹⁵.

La méthode statistique visant à affiner le corps électoral selon des critères ethnoculturels paraît donc nécessaire à l'intelligence de ce terrain et de cette campagne spécifiques. Les acteurs politiques y recourent eux-mêmes : ainsi, trois jours avant le premier tour des élections législatives de 2012, Louis Aliot a adressé un mailing aux électeurs locaux dont le lieu et la date de naissance sur les listes électorales laissaient à penser qu'ils puissent être des rapatriés¹⁶. On constatera par la suite combien les principaux candidats à l'Hôtel de ville ont tous fait

15. Voir par exemple « Libre propos de Louis Aliot au sujet de l'analyse de Dominique Sistach dans le 2^{ème} numéro de la revue Ruixat » (www.fn66.fr).

16. Entretien avec Louis Aliot, 2012.

campagne en réalisant une segmentation communautaire de leur communication et de leurs propositions. Notre approche permet de saisir l'effet pratique de cette modalité du politique. L'usage de statistiques ethnoculturelles est donc une modélisation mathématique d'une réalité de terrain connue et établie. Cette méthode ne dispense pas de l'analyse sociale, et d'autant plus dans le cas présent puisque certains groupes ethniques sont ici relégués dans des zones d'habitat indigne. Une part essentielle de notre étude a trait aux territoires défavorisés de la ville.

Soucieux d'apporter des clés de compréhension, nous avons effectué une vaste analyse visant à mieux comprendre les relations entre comportements électoraux et présence d'une population originaire des mondes arabo-musulmans. Ainsi, nous avons dressé un tableau statistique permettant de quantifier le nombre de personnes ayant un prénom d'origine arabo-musulmane dans les différents bureaux de vote à partir de la liste électorale arrêtée au 1^{er} mars 2014. Nous avons utilisé une liste des prénoms la plus complète possible et effectué plusieurs lectures de

l'ensemble de la liste électorale de Perpignan¹⁷. Cet indicateur ne désigne pas une « communauté » (c'est-à-dire un ensemble social normé dans l'espace et dans le temps dont les membres déclarent partager un ensemble de traits culturels et de relations sociales), mais un groupe social (un ensemble de personnes ayant en commun des caractéristiques sociales)¹⁸.

En dépit des multiples précautions qui ont entouré ce travail, une marge d'erreur existe évidemment. La proximité culturelle des trois religions monothéistes du bassin méditerranéen participe de cette marge d'erreur, et nous a obligés à la plus grande prudence dans le cas de certains

17. Ces différentes lectures avaient pour but de compléter la liste des prénoms avec les nombreuses variantes orthographiques possibles d'un même prénom mais aussi avec les très nombreux prénoms composés à partir de plusieurs prénoms arabo-musulmans. Il s'agissait aussi d'éviter la confusion entre les personnes portant un prénom d'origine arabo-musulmane issues de familles musulmanes et celles issues de familles maghrébines juives séfarades. À cet effet, le lieu et la date de naissance nous ont été très utiles, ainsi qu'une liste de noms de famille séfarades essentiellement dérivés de l'hébreu, de l'arabe, du berbère, de l'espagnol et de noms de lieux au Maghreb. En cas de doute pour les prénoms d'origine hébraïque appartenant également à la culture musulmane (comme Sarah, par exemple), nous nous sommes abstenus de classer les électeurs afin d'éviter toute attribution erronée.

18. Cf. Cherry Schrecker, « Qu'est ce que la communauté ? Réflexions sur un concept et son usage », *Mana*, n° 16, 2009, pp. 31-50.

prénoms et noms de famille. De plus, il convient de rappeler bien entendu que toutes les personnes ayant un prénom originaire des mondes arabo-musulmans ne sont pas forcément musulmanes. Croire ou pas en Dieu est une opinion personnelle que l'analyse onomastique menée ici ne peut pas et n'a pas à vérifier. Nous parlerons ainsi dans notre analyse de personnes et de prénoms « originaires des mondes arabo-musulmans » et, parfois, de prénoms arabo-musulmans. De même, il est évident que les personnes converties ne sont pas identifiables par une telle méthode. Cela aboutit, d'une part, à une légère sous-représentation des personnes de culture et/ou de religion musulmane, demeurées extérieures à l'élément défini, dans le même temps que cela aboutit, d'autre part, à une relative surreprésentation du choix religieux musulman parmi cet élément.

Cette méthodologie ne doit nullement assigner à résidence identitaire les personnes composant la population étudiée. Les individus ne se limitent pas à une identité unique et figée, mais se construisent dans un ensemble d'interrelations. Ainsi, la sociabilité perpignanaise accorde

une importance majeure à la franc-maçonnerie dès le XVIII^e siècle, et la ville compte aujourd'hui environ 70 loges, brassant nombre d'acteurs locaux (politiques, associatifs, entrepreneurs, fonctionnaires territoriaux, etc.), avec un taux d'engagement maçonnique sept fois supérieur à la moyenne nationale¹⁹. Cet aspect est donc essentiel dans la pratique sociale locale, mais ne saurait être saisi par nos méthodes quantitatives. Perpignan appartient à une civilisation méditerranéenne qui est un espace d'échanges et de rencontres multimillénaire. Cette civilisation du flux n'a cessé de brasser des identités qui, au long terme, sont sempiternellement en mouvement. En revanche, sur le court terme, la géopolitique locale a entraîné une spatialisation ethnique et sociale accompagnant des crispations identitaires. Conséquemment, nous pensons qu'en proposant des données quantitatives de ce type, nous permettrons de sortir des non-dits afin de permettre un débat démocratique reposant sur une

19. Cf. Céline Sala, « Lumières et espace public à Perpignan au XVIII^e siècle », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 72, 2006, pp. 39-60 ; *L'Express*, 15 septembre 2005.

modélisation rationnelle. Ainsi, les personnes originaires des mondes arabo-musulmans représentent 10,7 % de l'électorat à Perpignan. Disposer de ce premier chiffre brut permet déjà de tordre le cou à certaines représentations et à apprécier le phénomène dans ses justes dimensions. Cette proportion correspond bien aux listes électorales et non pas à l'ensemble de la population perpignanaise : les moins de 18 ans et les personnes n'ayant pas la nationalité française (ou de nationalité européenne) n'entrent pas, par définition, dans ce calcul.

Cet indicateur a également pour mérite de nous faire pénétrer la représentation du social que se fait l'électorat droitisé et est un biais pour comprendre la représentation de cette spatialisation ethnique. Il est patent que la conflictualité qui mine la cité, mise à jour par les émeutes inter-ethniques de 2005, a pu servir de soubassement au choix de certains électeurs de voter FN. En effet, l'écoute du terrain local témoigne du caractère courant de la péjoration d'un supposé trop grand nombre d'« Arabes », de femmes voilées, etc. Des militants soutenant les candidatures UMP

ou PS confirment que, lors de leur porte-à-porte, nombreux furent les habitants à aborder spontanément ce thème dans des quartiers périurbains aisés voire très aisés du sud (Catalunya, Porte d'Espagne) ou au quartier du Moulin-à-vent, pourtant tous peu marqués par la présence d'habitants originaires des mondes arabo-musulmans. En somme, cette représentation de l'espace social ne se fait pas avec des statistiques sur les nationalités. C'est ce qu'exprimait récemment d'une façon tranchée Philippe Vardon, cadre du Bloc identitaire, en affirmant que « le grand remplacement n'est ni un concept ni un complot, c'est un constat », affirmant de la sorte une réalité quantitative biologique et culturelle, non juridique. Cette péjoration de la présence de personnes originaires des mondes arabo-musulmans ne considère pas comme valable le critère de nationalité. La théorie d'un pur effacement du racisme biologique au bénéfice du racisme culturel est d'autant plus à pondérer que, dès le XIX^e, existent des jeux de permutations entre l'ethnique et le culturel. Diverses législations racistes du XX^e siècle, par exemple les dispositions antisémites du régime de Vichy, définissaient la « race »

biologique par la pratique culturelle des ascendants. C'est cette altérophobie qui permet de cristalliser une autophilie : « nous » contre « eux ». Aussi, pour un regard altérophobe, les 10,7 % susdits ne sont pas séparés mais en continuité avec la partie de la population n'ayant pas la nationalité française, notamment originaire du Maghreb. Dans le regard d'un certain nombre d'électeurs en état de crispation identitaire, cela signifie une proportion arabo-musulmane majeure au sein de la population. Nous pouvons ici repérer la représentation altérophobe jouant dans la structure du vote.

Au-delà du chiffre brut, ce travail sur la liste électorale nous a également permis de disposer d'une déclinaison de ce taux, bureau de vote par bureau de vote, et donc de l'implantation précise de la population originaire des mondes arabo-musulmans dans l'espace perpignanaise. En croisant ensuite ces données avec les résultats électoraux par bureau de vote, il a été possible de mesurer l'influence éventuelle de cette présence sur la géographie électorale locale. D'autres groupes ont également été étudiés : pieds-

noirs, gitans, descendants d'Espagnols, Français non issus du département (ceux que les locaux surnomment les « gavatx » – ce qui témoigne du caractère de surface de cette néo-catalanité, puisqu'en catalan il faudrait dire « gavatxos » au masculin pluriel).

Enfin, nous avons utilisé le fichier des adhérents perpignais du FN. Lors des dernières élections municipales, la section municipale comptait 425 fiches d'encartés. Un fichier privé n'est pas prévu pour suivre les règles normatives d'un travail statistique et, afin d'éviter des biais d'analyse, nous avons effectué un redressement du corpus pour travailler sur 397 fiches. Il s'agit donc d'une modélisation et non d'un chiffre pur, cette dernière représentation ayant d'autant moins de sens que, par exemple, pour des raisons pratiques évidentes, un jeune pourra choisir de donner l'adresse de ses parents pour la liste électorale ou pour le fichier militant. Ensuite, selon les données recherchées et celles en notre possession, nous avons constitué des sous-corpus au cas par cas. Notre intention n'est bien sûr pas un fichage politique : là aussi, nous nous sommes

conformés aux recommandations de la CNIL. Ce travail vise à comprendre l'intégration du FN à l'espace social. Il s'agit de ne pas se contenter de parler de « vote de colère », de « vote de protestation », ou de la qualité médiatique de Marine Le Pen, mais de savoir si le FN s'intègre à l'espace social et si la présence de ses adhérents contribue à cette normalisation. Ici encore, Perpignan constitue un terrain d'enquête idéal.

En effet, le leader FN local, Louis Aliot, a été un moteur de la stratégie dite de dédramatisation²⁰. Il l'a aussi menée localement, siégeant ainsi au Conseil municipal en 2008 dans une posture plus technique et gestionnaire qu'idéologique²¹. Sa campagne municipale posait donc deux questions d'ampleur nationale : les électeurs veulent-ils d'un FN gestionnaire et recentré ? Sa ligne anti-clientélisme peut-elle fonctionner dans des territoires structurés par cette pratique ? Par ailleurs, l'observation continue de cette

20. Sur Louis Aliot, cf. Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen. Une histoire des numéros 2 du FN*, Nouveau monde, Paris, 2012, pp. 307-363.

21. Entretien avec Jean-Paul Alduy, 2011.

section locale depuis 2011 nous permet de voir l'enracinement d'un mouvement, son passage du statut d'*outsider* à celui d'*insider*. À Perpignan, en janvier 2012, une réunion FN interne préparatoire de la campagne des élections présidentielles rassemblait 25 personnes. En octobre 2013, l'assemblée générale départementale en rassemblait 225. Un an après, sans le contexte mobilisateur de ces scrutins présidentiels et municipaux, elle en comptait 150 sur 1 400 revendiqués²². La croissance de l'assise sociale est nette. Elle participe de l'accroissement du corps militant FN, le parti revendiquant lors des municipales 73 000 adhérents, avec une plus forte féminisation qu'antérieurement (39 %). En divisant l'actif de cotisations du FN par le prix moyen d'une adhésion, on obtenait effectivement 52 534 membres, constituant un record historique pour ce parti²³. La féminisation est même plus marquée à Perpignan, où nous obtenons un taux de 44 % d'adhérentes. La section nous montre enfin le système de

22. Présence de Nicolas Lebourg aux réunions.

23. Orap, *Le Front national : état des lieux en 2014*, Fondation Jean-Jaurès, février 2014.

renouvellement des élites du FN, parti dont on sait le problème de manque de cadres. Huit adhérents locaux sont candidats à l'élection au Comité central lors du congrès de 2014 (soit 2,1 % des candidatures). Bruno Lemaire a été promu conseiller de Marine Le Pen et secrétaire général d'Idées Nation, think tank à destination du FN. Frédéric Gourier, ancien cadre local, s'occupe des séances de formation des militants au sein du « campus Bleu marine », dans le cadre de la vice-présidence à la formation détenue par Louis Aliot depuis 2012. Cette dernière constitue un enjeu essentiel : d'une part, pour assurer la crédibilisation du FN, mais aussi, d'autre part, car c'est la première fois dans l'histoire de ce parti que la formation n'est pas assurée par sa tendance radicale. L'étude de ce terrain local permet conséquemment de dessiner le contournement des radicaux comme des technocrates afin de construire le FN qui vient.

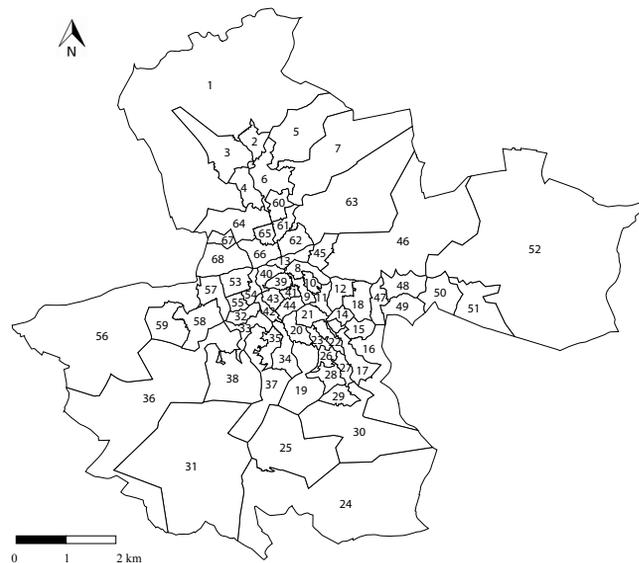
VOTE FRONTISTE ET POPULATION ORIGINIAIRE DES MONDES ARABO-MUSULMANS

Afin de comprendre le vote municipal, il importe de saisir l'enracinement du vote lepéniste sur le territoire, et sa corrélation avec ce qui, pour ses électeurs, constitue une présence immigrée. Alors que la proportion de prénoms d'origine arabo-musulmane est assez similaire avec Marseille et Toulouse, le profil et le niveau du vote FN à Perpignan s'apparentent clairement à la situation marseillaise et beaucoup moins au cas toulousain. Tout se passe comme s'il y avait un modèle de sociologie urbaine méditerranéenne engendrant un puissant vote FN dans les quartiers à très faible présence maghrébine souhaitant mettre à distance les « classes dangereuses ».

La présence d'une population originaire des mondes arabo-musulmans va ici avec une présence territorialisée de la

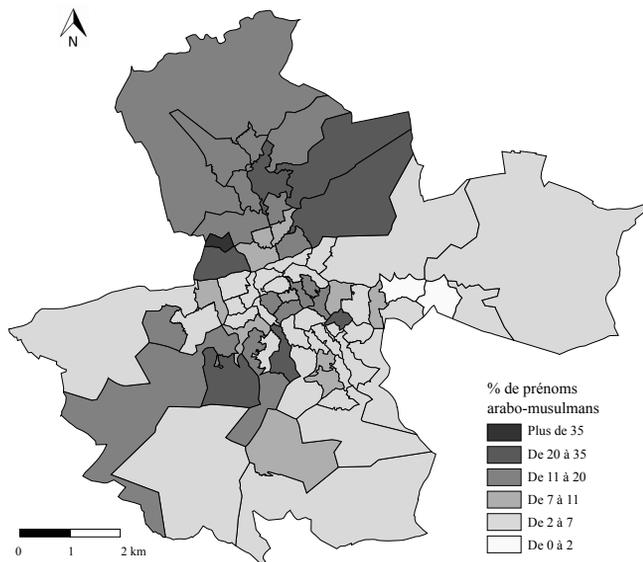
pratique de l'islam. Le territoire de Perpignan compte treize mosquées, soit une capacité d'accueil de 3 830 personnes dont 750 femmes. Leur implantation est nettement concentrée : six sont au Vernet ; deux dans le quartier de Saint-Assisclé ainsi que dans le centre historique et au Champ de mars, une à la fin du quartier Saint-Martin. Autrement dit, elles sont situées dans des zones d'habitat populaire, sept étant dans des zones HLM. La Grande mosquée inaugurée en 2010 se situe au bord de la rocade auprès d'une zone industrielle. La prière du vendredi attire en moyenne environ 2 000 croyants dans ces lieux de culte. Le quartier socialement sinistré de Saint-Jacques dispose d'une mosquée salafiste depuis 2007, attirant en moyenne 150 personnes le vendredi²⁴.

Carte des bureaux de vote



24. Fouad Gartet et Rachid Id Yassine, « Sociographie des lieux de culte musulman de Perpignan », Frédéric Dejean et Lucine Endelstein (dir.), « Approches spatiales des faits religieux », *Carnets de géographes*, n° 6, Université Paris Ouest-Nanterre La Défense, septembre 2013.

La proportion de prénoms arabo-musulmans par bureau de vote



Le contournement de « classes dangereuses » ethnicisées se fait électoralement dans l'est et le sud-est de la ville, où l'on retrouve, comme dans une partie des quartiers sud de Marseille, un vote FN élevé à la présidentielle en dépit d'une proportion de prénoms arabo-musulmans résiduels, dans toute une série de bureaux de vote.

Le score de Marine Le Pen dans certains bureaux à très faible proportion de prénoms arabo-musulmans à l'est et au sud de Perpignan

Bureaux	% de prénoms arabo-musulmans dans le bureau	% Le Pen dans le bureau
50	1 %	26,2 %
48	1,6 %	23,2 %
51	3 %	24,7 %
24	3 %	22,3 %
30	6,8 %	23,7 %

À l'est de la ville, ces quartiers du Clos Banet et du Mas vermeil connaissent non seulement une quasi-absence de personnes originaires des mondes arabo-musulmans, mais, de surcroît, il n'y a pas de bureau à forte proportion de prénoms arabo-musulmans à proximité. Nous sommes

donc ici plutôt dans un vote « préventif et ségrégationniste ». Dans cette partie est de la ville, le survote FN constaté dans le bureau n° 50 (qui, à la présidentielle, a le plus voté FN de la zone – 26,2 % – alors que le taux de prénoms arabo-musulmans y est le plus faible – 1 %) s'explique vraisemblablement en partie par la présence dans son périmètre de la caserne Prianon, abritant un escadron de gendarmerie mobile. On trouve 112 électeurs rattachés à cette adresse (soit les effectifs de l'escadron et leurs familles) et une étude de l'Ifop a récemment montré un tropisme frontiste très prononcé dans ce corps et une prime systématique pour le FN dans tous les bureaux de vote concernés²⁵. Au premier tour des municipales, la liste Aliot a enregistré dans ce bureau 38,8 % des voix contre 29,2 % à la liste Pujol. La différenciation entre périurbain subi et choisi ne s'avère donc pas automatiquement faire baisser le score frontiste dans le second cas. De la même façon, la zone périurbaine la plus au sud-est, correspondant au

25. Cf. *Gendarmes mobiles et gardes républicains : un vote très bleu marine*, Ifop focus n° 115, juillet 2014.

bureau n° 52, est celle d'un périurbain aux nombreuses villas sécurisées. Louis Aliot y arrive en tête (36,5 % au premier tour, 50,6 % au second).

Dans ces zones bourgeoises, le survote FN peut s'expliquer par le double contexte démographique et social. En effet, des enquêtes démontrent que l'hostilité aux immigrés progresse parmi les classes aisées lorsque le taux de chômage s'accroît dans leur territoire. Dans les départements à plus fort taux de chômage, l'hostilité aux immigrés est plus forte quelle que soit la catégorie socio-professionnelle : l'opposition aux immigrés conçus comme une menace pour le marché du travail fabrique du consensus social. La concurrence nationaux-immigrés est ressentie de manière groupale. L'ethnicisation des questions sociales suractivée par la crise produit un effet culturel autoritaire tout à fait propice au vote pour un parti d'extrême droite dans les catégories sociales pourvues de capitaux²⁶.

26. Cf. François Abel et Magni-Berton Raul, « Les dimensions contextuelles de la tolérance à l'égard des immigrés en France : effets de contact et de compétition », *Revue française de sociologie*, vol. n° 54, 2013, pp. 53-82.

Dans d'autres quartiers pavillonnaires de la périphérie perpignanaise, le vote en faveur de Marine Le Pen a atteint des niveaux encore plus élevés, principalement dans le nord de la ville (Bas, Moyen et Haut-Vernet). La population y est nettement plus jeune que dans le reste de la commune (les moins de 20 ans y sont 35,8 % contre 23,2 % sur l'ensemble de la ville). Les familles monoparentales y sont plus importantes (23,9 % contre 20,4 %), ainsi que les familles comptant trois enfants et plus (10,3 % contre 5,9 %). Les étrangers représentent 15,8 % du peuplement. La situation des administrés est précaire, avec une médiane du revenu fiscal mensuel par unité de consommation à 511 euros, contre 1 139 pour la commune – c'est donc une zone particulièrement pauvre d'une ville globalement pauvre.

Mais le vote Le Pen est ici « dopé » par la proximité immédiate d'importantes concentrations de populations issues de l'immigration, résidant, la plupart du temps, dans des cités HLM. L'ordonnement du quartier est celui d'une imbrication entre l'habitat individuel et des blocs

de logements collectifs disséminés. Dans les bureaux n° 2, 5, 6, 7 et 63, se trouvent la cité HLM Peyrestortes et la cité de transit du Nouveau logis (où est présente, dans les deux cas, une population gitane), ainsi que les cités Diaz, El Vives, Vernet-Salanque et des Pêcheurs. Toutes ces cités sont classées en zone prioritaire de la politique de la ville, et la consultation des listes électorales de ces différents bureaux²⁷ indique : a) qu'elles pèsent d'un poids significatif mais minoritaire dans chacun de ces bureaux ; b) qu'une grande partie des électeurs de ces bureaux portant des prénoms arabo-musulmans et identifiés est domiciliée à ces adresses.

Cette configuration particulière aboutit au fait qu'un effet de « lisière »²⁸ se manifeste au sein même du quartier qui affiche une double caractéristique : un vote FN élevé et une assez forte proportion de prénoms arabo-musulmans.

27. L'adresse précise figure sur la liste électorale, ce qui permet une localisation très fine, mais aussi une quantification de la proportion que représentent les habitants de tel ou tel immeuble collectif parmi l'ensemble des inscrits d'un bureau de vote.

28. L'« effet de lisière » traduit le fait que le vote FN peut être « dopé » à proximité d'un quartier ou d'un ensemble de logements abritant une forte proportion de personnes issues de l'immigration.

Quand la proportion de prénoms arabo-musulmans est majoritaire comme dans le bureau n° 67 (54,4 %), comptant les importantes cités HLM Clodion et Emile Roudayre dans son périmètre, le vote FN décroche : il atteint ainsi seulement 15,8 % dans ce bureau à la présidentielle. Au premier tour du scrutin municipal, Louis Aliot y obtient 17,1% contre 44,3% pour Jean-Marc Pujol. Il est vrai que, pour des raisons de sécurité, le FN a décidé de ne pas prospecter cette zone durant ses tractages²⁹. Étant donné les indicateurs socio-économiques du lieu, cela souligne comment le vote FN est réactif à la question de la présence de population originaire des mondes arabo-musulmans, et non aux seules questions sécuritaire et sociale qui, sinon, devraient ici provoquer une forte adhésion électorale au parti.

29. Entretien avec Jean-Claude Pringet, cadre FN, 2014.

Le vote Le Pen et la proportion de prénoms arabo-musulmans dans certains bureaux de vote de l'est du quartier du Vernet

Bureaux	% Marine Le Pen – 2012	% de prénoms arabo-musulmans
2	27,9 %	19,1 %
5	27,5 %	16,4 %
7	26,1 %	28,8 %
63	23,6 %	22,8 %
6	22,2 %	23,1 %

Néanmoins, à deux ou trois cents mètres (voire parfois moins), toujours dans le quartier du Vernet, on retrouve cet effet de lisière dans les bureaux voisins, situés un peu plus à l'ouest, de l'autre côté de l'axe constitué par l'avenue du Maréchal Joffre puis l'avenue de l'Aérodrome. Dans les cinq bureaux jouxtant par l'ouest cet axe, la proportion de prénoms arabo-musulmans est significativement, voire très significativement, inférieure aux bureaux décrits précédemment, et le vote FN y est systématiquement supérieur. Ce vote est sans doute dopé par la proximité de ces cités HLM qui se trouvent, certes, à l'est de cet axe, mais qui en sont très proches, et parfois riveraines.

**Le vote Le Pen et la proportion de prénoms
arabo-musulmans dans certains bureaux de vote
de l'ouest du quartier du Vernet**

Bureaux	% Marine Le Pen – 2012	% de prénoms arabo-musulmans
1	31,2 %	13,5 %
3	29,7 %	15,2 %
61	29 %	10,8 %
4	28,5 %	15,6 %
60	28,4 %	13,1 %

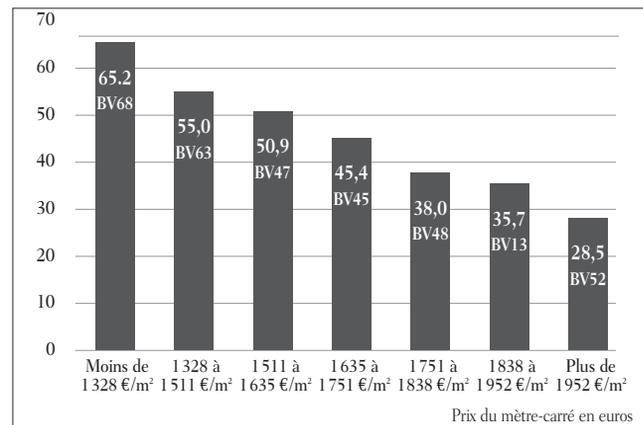
Concernant l'adhésion effective au FN, le bureau n° 4 obtient le record sur la ville avec vingt encartés – alors que le bureau n° 67, à très forte proportion de prénoms arabo-musulmans, ne compte qu'un seul adhérent au parti. La progression du vote FN est importante, puisque Louis Aliot remporte dans ce bureau 37,5 % des suffrages au premier tour, 47,1 % au second, signifiant une normalisation massive du bulletin de vote FN pour la population locale et peut-être, également, l'efficacité du travail militant effectué dans ce quartier.

Ces cas soulignent les interrelations complexes existant entre le vote FN et la présence de populations issues des mondes arabo-musulmans. En 2012, ces bureaux du Vernet votèrent autant Le Pen au premier tour (partie est du Vernet), voire davantage (partie ouest du Vernet), que les bureaux du Clos Banet et du Mas Vermeil. Toutefois, ils placèrent François Hollande en tête au second tour, alors que le Clos Banet et le Mas Vermeil penchaient eux pour Nicolas Sarkozy. Ceci démontre bien la nature protéiforme du vote frontiste et sa capacité à s'ancrer sur des territoires politiquement et sociologiquement différenciés. La consultation du prix des logements sur le site de différentes agences immobilières le confirme spectaculairement. Marine Le Pen obtient ainsi respectivement 26,2 % et 24,7 % dans les bureaux n° 50 et 51, qui correspondent aux quartiers les plus chers de la ville (plus de 1 952 euros/m²) mais également des scores proches dans les bureaux n° 7 (26,1 %) et 63 (23,6 %) qui sont, eux, nettement moins cotés (entre 1 328 et 1 511 euros/m²). Le niveau de vote frontiste est encore un peu plus élevé dans les bureaux n° 60 (28,4 %) et 61 (29 %), quartiers

affichant les plus faibles prix de l'immobilier perpignanais (moins de 1 328 euros/m²).

Si le vote Le Pen a donc été très interclassiste, la carte du rapport de force gauche/droite dessinée par le second tour Hollande/Sarkozy renvoie en revanche de manière assez caricaturale à celle des prix de l'immobilier dans la capitale catalane. Le candidat de la gauche s'impose dans tous les quartiers les moins prisés, qu'il s'agisse du nord de la ville (Le Vernet), de l'hyper-centre dégradé (quartiers Saint-Jacques, Saint-Mathieu, La Réal) et d'un ruban courant de la gare jusqu'aux Arcades. Nicolas Sarkozy domine quant à lui largement dans l'est de la ville, dans le quartier des Platanes, au Moulin-à-vent, à Saint-Assisclle, et dans les quartiers périphériques du sud-ouest, où le mètre carré est le plus cher. Mais à cette structuration du vote selon le prix du foncier se superpose également la carte « ethno-sociale ». Comme le montre la carte ci-après, quasiment tous les bureaux à fort vote Hollande comptent dans leur périmètre une cité HLM ou un ensemble d'habitat collectif où résident de nombreuses personnes d'origine nord-africaine membres

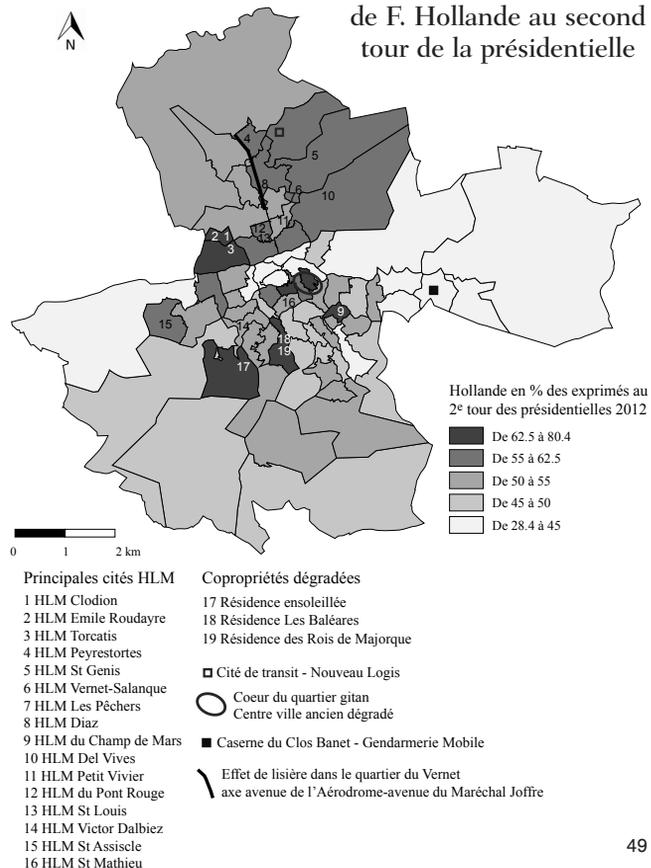
Le vote pour François Hollande au 2nd tour de l'élection présidentielle dans certains bureaux de vote en fonction du prix de l'immobilier



des catégories populaires. L'analyse des listes électorales révèle a) que, dans ces cités HLM, la proportion d'électeurs portant un prénom arabo-musulman dépasse les 50% des électeurs inscrits à cette adresse dans les cités Clodion, Torcatis, Vernet-Salanque et Diaz et se situe entre 40 et 50 % dans les cités Roudayre, Champs de mars et Del Vives. Cette proportion est même encore plus grande dans le parc

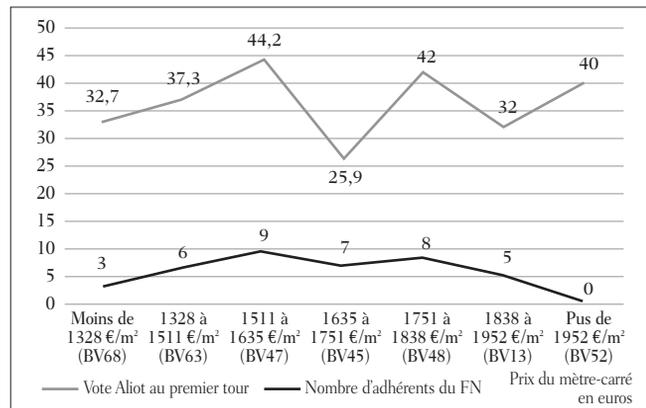
privé dégradé puisque dans les Résidences des rois de Majorque, des Baléares et ensoleillée, ce pourcentage dépasse les 75 % ; b) que, dans un bureau donné, ces logements abritent l'essentiel des électeurs portant un prénom arabo-musulman. Ces indicateurs donnent à voir une population extrêmement concentrée dans les mêmes logements. Cela ne peut échapper aux riverains et alimente de nombreuses représentations autour du thème des « cités-ghettos » et de l'« islamisation des quartiers », représentations qui peuvent se nourrir du fait que plusieurs mosquées et/ou salles de prières sont implantées en ces lieux. On peut citer par exemple la mosquée El Fath dans la cité Clodion/Torcatis (bureau 67), la mosquée du Champ de mars dans la cité HLM du même nom (bureau 14), la mosquée El Salam dans la Résidence ensoleillée (bureau 38) ou bien encore la mosquée de la rue Hilsz située juste à côté de la Résidence des rois de Majorque (bureau 34). Différentes études avaient montré le vote massif de cette population issue des mondes arabo-musulmans en faveur de François Hollande (et contre Nicolas Sarkozy) ; l'analyse par bureau de vote le confirme également à l'échelle de Perpignan.

Le vote en faveur de F. Hollande au second tour de la présidentielle



Si le rapport de force lors du duel gauche/droite au second tour de la présidentielle est donc fortement structuré géographiquement par le prix de l'immobilier, il s'avère que la logique du vote frontiste se détache partiellement de ce rapport de classe établi par le foncier et le peuplement ethnoculturel qui lui est lié. Si l'on reporte les mêmes bureaux de vote du graphique précédent, dans l'ordre croissant du prix du foncier, avec les résultats municipaux et le fichier militant du FN, on obtient ce résultat :

Score de L. Aliot au premier tour des municipales et nombre d'adhérents au FN dans certains bureaux perpignanais

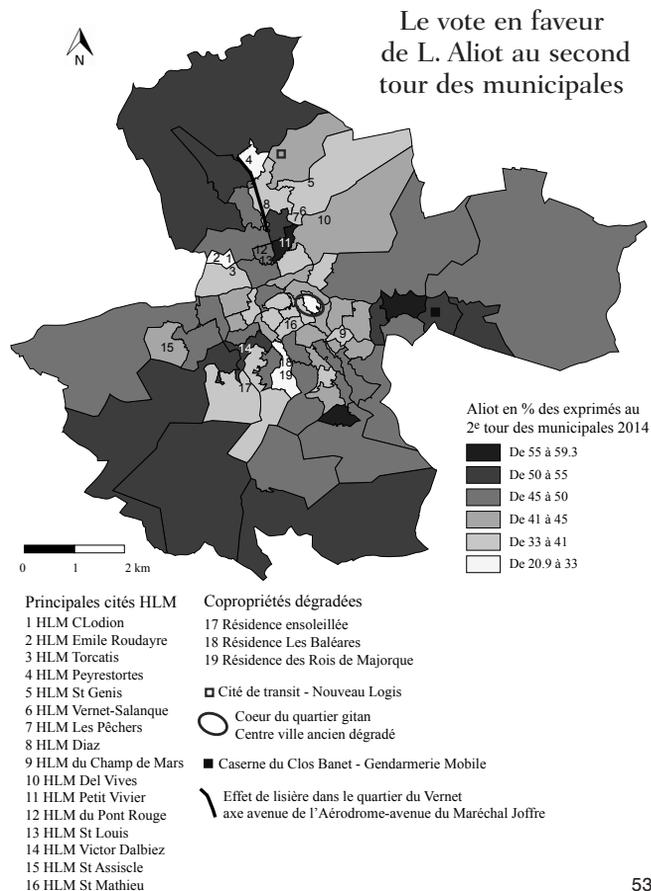


Si le périurbain aisé témoigne d'une forte adhésion électorale au FN, celle-ci va de pair avec une absence totale d'engagement personnel. Les personnes ne souhaitent manifestement pas déstabiliser leur capital social acquis par cet engagement. Pour le reste, il apparaît qu'il n'y a pas de corrélation établie entre les éléments. Le vote ne fonctionne pas sur une seule logique de géographie urbaine, mais combine des éléments économiques (structure sociale inégalitaire de la municipalité), culturels, et une offre politique. Analysant les cartes du scrutin, les géographes de l'université de Perpignan David Giband et Marie-Anne Lefèvre observent que le vote Aliot lie les périphéries pauvres et riches : « dans ce "Perpignan chic", le discours anti-fiscaliste du FN, promouvant la défense de la propriété privée, joue à plein. S'affirme avec ce vote la revanche des périphéries, bric-à-brac de quartiers résidentiels modestes et aisés, cumulant les rancœurs à l'égard du centre-ville (apprécié comme un ghetto ethnique et le lieu d'équipements coûteux) et défendant un égoïsme fiscal et résidentiel »³⁰. La question

30. David Giband et Marie-Anne Lefèvre, *art. cit.*

identitaire vient se superposer aux cartes sociales dans une ville dont l'ethnisation de l'espace est avérée. Cette multi-causalité socio-politique se retrouve dans la cartographie du vote pour la liste « Perpignan ensemble ».

Le vote FN est bien un phénomène interclassiste qui ne se résume ni à une opposition de classes, ni à une opposition entre une France des *insiders* et des *outsiders* de la mondialisation. Les géographies urbaines et ethnoculturelles sont des produits économique-politiques qui induisent une réaction culturelle et politique, mais l'analyse n'est pas réductible à la seule géographie urbaine.



UNE VILLE DU SUD ?

La domination de Paul Alduy, maire de 1959 à 1993, reposait sur un maillage social des communautés. En 1993, Jean-Paul Alduy, son fils, a pris la mairie en présentant une liste qui se voulait de « socio-professionnels » ayant leur catalanité pour projet. D'emblée, Jean-Paul Alduy a mis en place une politique culturelle et de marketing territorial tout entière pensée sur le principe et la devise « Perpignan la catalane ». Une tradition de catalanité continue était inventée pour permettre de faire tenir ensemble des quartiers qu'il comparait aux îles d'une ville-archipel. Cette question catalane est venue rénover le socle pied-noir de l'alduysme historique. Le Conseil général bourquiniste a, lui aussi, investi ces marqueurs, jusqu'à qualifier son organe de communication d'« accent catalan de la République française ». Avec l'appui de la

municipalité, les écoles catalanes se sont développées (la ville en compte trois actuellement), mais cet indicateur est à pondérer par le fait qu'elles constituent un mode de contournement tout à la fois de la carte scolaire et de l'enseignement privé catholique. Autre signe, dans le vocabulaire courant, l'expression « Catalogne Nord » a souvent remplacé « Roussillon ». De la même façon, aux élections municipales de 2014, chaque liste quasiment disposait d'une dimension pro-catalanité et Jean-Marc Pujol parvenait même à rassembler autour de lui tant les catalanistes que le chevènementiste Olivier Amiel. Selon Dominique Sistach, « la fragmentation communautaire est accompagnée d'une massification de l'identité catalane, comme un fragment dominant qui s'impose, tant par la volonté des collectivités territoriales à mâtiner leurs actions d'un vernis identitaire de surface (...) que par l'effet résiduel de qualifier la population non communautarisée de "catalane". Les jeux et les stratégies du langage du "nous" et du "eux", des "blancs" et des autres, sont désormais recouverts de nouvelles formules légitimes des communautés ethnoculturelles et de cette société

« catalanisée »³¹. Les politiques de construction d'une identité ouverte ont pu ainsi participer à la cristallisation d'identités fermées et mixophobiques. De même, une série d'événementiels mit en avant une civilisation méditerranéenne et une catalanité réduites à la conciliation des « communautés » des trois grands monothéismes, en imposant donc, *volens nolens*, l'idée d'une cité divisée en groupes ethno-culturels.

L'argument de la catalanité a également été utilisé à l'encontre de Louis Aliot, en lui reprochant d'être un parachuté venu chercher un mandat. Le candidat FN est en fait implanté depuis plusieurs compétitions électorales, ayant été élu conseiller municipal en 2008 (10,4 % des voix), non réélu en 2009 (9,42 %). Son implication dans la vie politique nationale est à la fois un handicap face à ces attaques, et un atout car elle présente une réintégration de Perpignan depuis la périphérie vers le centre. Les militants locaux ont par ailleurs une vraie fidélité envers leur leader,

31. Dominique Sistach, « "Perpignan la catalane", le vote Front national et ses crises identitaires », Fragments sur les temps présents, 29 août 2012 (disponible sur <http://tempspresent.com/2012/08/29/dominique-sistach-perpignan-la-catalane-le-vote-front-national-et-ses-crisis-identitaires/>).

et lui sont d'autant plus gré d'être d'un abord direct qu'il est un homme politique national. Le fait que sa présence amène celle de Marine Le Pen est également apprécié. Celle-ci ne manque jamais de signifier qu'elle est désormais « un peu d'ici ». En décembre 2013, depuis la tribune de la Société générale, elle et Louis Aliot, ancien joueur de rugby, ont assisté à un match de l'USAP, équipe de rugby et institution sociale de Perpignan. Ils montraient ainsi leur implication dans le contexte culturel et socio-économique. Début 2014, un boîtage a diffusé un calendrier format carte de visite (très mal réalisé ceci dit) montrant le couple devant des vignes. Enfin, la section FN départementale publie régulièrement des communiqués signés par tel ou tel membre du parti. Cette production permet d'insérer le leader dans le tissu local – tout en faisant monter des nouveaux noms.

Aux législatives de 2012, le drapeau sang et or a été introduit en fond lors d'un meeting où Marine Le Pen vint soutenir les candidats locaux. À cette date, il n'existait aucun cadre frontiste perpignanais parlant le catalan. Le pli a

ensuite été pris d'une approbation de la catalanité contrebalançant le rejet du catalanisme. En 2014, 105 des encartés FN sont originaires des Pyrénées-Orientales. Les deux soirées électorales municipales du FN étaient pavoisées de drapeaux français et catalans, tandis que Louis Aliot haranguait les militants en s'exclamant « les Catalans sont des gens fiers ! Les Catalans ont le sang chaud ! »³².

Néanmoins, la question de la catalanité de la cité n'est pas si simple qu'il y paraît et trouble la réception de ce marketing identitaire. En effet, seniors du nord de la Loire venus passer leur retraite au soleil ou actifs attirés par le Sud, les « gavatx » (les non-catalans) sont nombreux à Perpignan. Si l'on s'en tient à la seule liste électorale (et pas au recensement de l'Insee portant sur l'ensemble de la population), les personnes nées en France dans un autre département que les Pyrénées-Orientales représentent 41 % des inscrits, soit la même proportion que les Perpignanais nés dans le département... Comme le montre le tableau suivant, ils

32. Présence de Nicolas Lebourg, 2011-2014.

sont même, symboliquement, un peu plus nombreux que les « Catalans de souche » (27 671 contre 27 543). Ces chiffres montrent bien la nature très hétérogène et très brassée de la population perpignanaise, qui comprend également 13 % de personnes nées à l'étranger (sur ces 9 046 inscrits, on compte notamment 2 050 natifs d'Espagne, 1 390 pieds-noirs de Tunisie et du Maroc).

**Comparaison de la répartition du corps électoral
perpignanaise et des adhérents au FN
selon le lieu de naissance**

	Population électorale perpignanaise en %	Population électorale perpignanaise en individus	Adhérents du FN pour lesquels l'information est disponible	Adhérents du FN en %
Nés dans les Pyrénées- Orientales	40,5 %	27 543	105	27 %
Nés dans un autre département	40,7 %	27 671	182	46,9 %
Pieds-noirs d'Algérie	5,5 %	3 762	65	16,7 %
Nés à l'étranger	13,3 %	9 046	36	9,2 %
Total	100 %	68 022	388	100 %

Parmi les électeurs natifs d'un autre département, la plupart viennent de loin. Les originaires du Languedoc-Roussillon, ou de l'Ariège, du Tarn ou de la Haute-Garonne, ne sont « que » 5 200 contre 6 000 inscrits nés en Île-de-France, près de 2 000 dans le Nord-Pas-de-Calais, 800 en Picardie et 3 100 dans le Grand Est. Le poids total des natifs du nord de la Loire s'établit à 15 400, soit près de 23% de l'ensemble du corps électoral perpignanaise. Bien que ces personnes, au parcours de vie et au profil très différents, ne constituent pas un groupe homogène, elles ont probablement en commun de ne pas considérer comme essentiels les signaux d'une catalanité politique. Le Conseil général est le premier à avoir pensé un nouveau mode clientélaire à leur adresse, en sachant l'intégrer aux signes antérieurs. Depuis 2001, il organise la « journée d'accueil des nouveaux Catalans », destinée aux nouveaux résidents départementaux *ipso facto* décrétés catalans.

Les adhérents du FN sont eux majoritairement des « gavats ». Venus en un territoire à la sociabilité complexe

et aux antagonismes inter-ethniques marqués, il est possible qu'ils ressentent le besoin d'un raffermissement de l'identité française sur celui-ci. Le FN aurait alors une valeur de représentation réintégratrice à la « communauté nationale » face aux « Catalans », « Gitans », « Arabes » de Perpignan. D'ailleurs, 23 encartés sont issus du quart nord-est de la France, une zone où la question nationale est particulièrement sensible – et qui a donné au FN des cadres comme Bruno Gollnisch ou jadis Carl Lang (aujourd'hui à la tête du Parti de la France).

Pour autant, les « gavatx » orientent-ils plus leur choix électoral vers le FN que les départementaux ? Il a été souvent mis en avant que le vote lepéniste se développait notamment dans les territoires soumis à d'importantes évolutions démographiques. À la présidentielle, comme pour les municipales, le vote FN n'apparaît pas corrélé statistiquement avec la proportion d'électeurs nés dans un autre département que les Pyrénées-Orientales. En d'autres termes, les « gavatx » votent dans les mêmes proportions que les « Catalans » pour le parti frontiste, qui apparaît en

capacité de s'adresser à divers secteurs internes de la population. Le positionnement pro-catalanité / anti-catalanisme de Louis Aliot correspond bien à la structure démographique de la ville.

Cette catalanité doit également poser la question du rapport à l'hispanité. Les Pyrénées-Orientales ont connu l'afflux massif de réfugiés républicains espagnols fuyant la victoire des troupes franquistes lors de la « Retirada » de février 1939. Un ensemble de camps fut mis en place, avec un centre de tri situé à Perpignan. En mars 1939, 264 000 Espagnols y sont internés, alors que la population départementale s'élève à moins de 240 000 personnes, dont 37 000 Espagnols³³. Le retour en Espagne fut courant : selon un rapport des Renseignements généraux de 1952, la présence espagnole se limite à ce moment-ci à 24 408 individus dans les Pyrénées-Orientales³⁴. C'est à partir de 1956

33. Archives départementales des Pyrénées-Orientales (ADPO), 31W274, rapport du préfet des Pyrénées-Orientales au ministre de l'Intérieur, 6 mars 1939, pp. 4-10.

34. ADPO, 94W120, ministère de l'Intérieur, Direction générale de la sûreté nationale, Direction des Renseignements généraux, 6^{ème} section, *Les Espagnols en France*, août 1952.

que se développe une immigration économique espagnole qui vient prendre le relais. À la fin des années 1990, un tissu associatif est apparu dans les régions Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, voulant représenter une communauté de descendants des républicains espagnols. Les institutions locales ont souvent rapidement relayé ces initiatives privées (inauguration de plaques, expositions, commémorations)³⁵. Il est vrai que la mémoire antifasciste a été massivement mobilisée en 1998 lors de manifestations consécutives à des alliances entre droites et FN pour gérer certains Conseils régionaux, dont celui du Languedoc-Roussillon. Sur ces zones de présence de descendants des immigrations espagnoles, la possibilité d'identification à la cause des républicains espagnols s'en trouvait accélérée. Face à cet espace associatif se disant représentatif, les pouvoirs publics locaux sont entrés en concurrence pour s'adresser au nouveau segment potentiel mis à jour. Durant la campagne des municipales de 2014,

35. Federica Luzi, « Refugiés espagnols en France. L'évolution des discours mémoriels », *New Cultural Frontiers*, vol. 3, 2012, pp. 91-104.

Jean-Marc Pujol a annoncé que l'ancien couvent qui abrite le « centre de documentation sur la présence française en Algérie » comportera à terme une aile dévolue à un « centre de documentation sur l'exil des républicains espagnols ». Ce dernier projet présente de nets airs de concurrence avec celui du Musée-mémorial du camp de Rivesaltes (traitant des ostracismes sur ce site des républicains espagnols, des juifs, des Gitans puis des harkis), porté par le Conseil général puis par le Conseil régional, lorsque Christian Bourquin est passé de la présidence de l'un à celle de l'autre.

Cette réactivité du politique aux phénomènes de segmentation du corps électoral correspond-elle à la réalité démographique ? On trouve encore trace de la *Retirada* et de l'émigration économique espagnole dans les listes électorales de Perpignan. Ce sont 2 050 électeurs qui sont nés en Espagne (soit 3 % de l'ensemble des inscrits) ; 52% d'entre eux sont nés avant 1939 (avec un fort contingent avant 1932), quand cette génération ne représente que 18 % de l'ensemble du corps électoral municipal.

La répartition par tranche d'âge des électeurs nés en Espagne et de l'ensemble du corps électoral perpignonais

Année de naissance	Inscrits nés en Espagne	Ensemble des inscrits	Écart
Avant 1932	32 %	10 %	+22 pts
Entre 1933 et 1939	20 %	8 %	+12 pts
Entre 1940 et 1945	10 %	7 %	+3 pts
Entre 1945 et 1970	35 %	39 %	-4 pts
Après 1970	3 %	36 %	-33pts
Ensemble	100 %	100 %	

Il s'agit donc d'un électorat âgé qui s'est installé près de son pays d'origine quand ce dernier était dans un contexte difficile (guerre civile espagnole, puis dictature franquiste et marasme économique). À l'aune des dates de naissance, on constate que depuis la chute du franquisme et le développement économique de l'Espagne, ce flux s'est quasiment tari, seuls 3 % des inscrits sur les listes nés en Espagne sont nés après 1970, contre 36 % du corps électoral perpignonais³⁶. Comme les pieds-noirs, cet apport démographique

36. Parmi la section FN, la proportion est insignifiante : il existe de nombreux patronymes d'origine espagnole mais ce sont des personnes nées dans le département.

a fait souche à Perpignan, mais pèse quasiment deux fois moins (3 % contre 5,5 % pour les pieds-noirs) et ne semble pas concentrée géographiquement. Seul le bureau n° 64 dans le sud-ouest du quartier du Vernet affiche une proportion un peu plus importante d'électeurs nés en Espagne (6 %). Cette grande dispersion empêche d'observer si ces électeurs ont conservé l'ancrage à gauche des réfugiés de 1939.

Ce n'est pas le cas du groupe pied-noir, Perpignan étant l'une des villes ayant accueilli l'un des plus importants contingents de rapatriés au moment de l'indépendance de l'Algérie. À l'automne 1962, 36 853 rapatriés sont passés par le département des Pyrénées-Orientales, et 17 000 se sont installés dans sa préfecture³⁷. Ils constituent l'élément dorénavant qualifié de « pied-noir », les personnes relevant du groupe social « harkis »³⁸ étant réunies sur le site du

37. ADPO 112W30, rapport de synthèse de la préfecture des Pyrénées-Orientales, 1962.

38. Cette dénomination s'est imposée socialement et politiquement avec une forte connotation communautariste. Le syntagme « communauté harki » désigne en fait ce qui est à l'origine une pluralité de statuts sociaux : les membres des Groupes mobiles de police rurale, des Unités territoriales, des groupes d'autodéfense, les mokhaznis, les harkis, les bachagas et aghas, les caïds et cadis, etc. rapatriés avec des membres de leurs familles. Il s'agit là d'une des plus notables communautarisations mémorielles.

camp de Rivesaltes, à quelques kilomètres de Perpignan (9 620 personnes à la même période). Marine Le Pen et Louis Aliot se sont d'ailleurs rendus plusieurs fois pour déposer une gerbe à l'ancien camp, lors de la journée nationale d'hommage aux harkis³⁹.

Dès l'origine, le maire Paul Alduy a investi (dans) la question pied-noire. À l'intention de cette population a été créée une ville nouvelle : le quartier du « Moulin-à-vent ». L'action sociale va ouvertement de pair avec une mise en clientèle paternaliste. Quand, en 1982, Paul Alduy est candidat aux cantonales dans ce périmètre, il assène : « je fais de cette élection un test pour savoir s'il existe un minimum de gratitude chez nos concitoyens pour l'ampleur des services et des équipements qui leur ont été donnés sans imposition excessive ». Cette base sociale de l'alduysme a été fidèle au rendez-vous de la transmission, puisque le survote au bénéfice de Jean-Paul Alduy a été de sept points sur le quartier du Moulin-à-vent en 1993⁴⁰. Mais le poids

39. Cf. Nicolas Lebourg et Abderahmen Moumen, *L'histoire du camp de Rivesaltes*, Trabucaire, Perpignan, 2014.

40. Cité dans Caroline Maury, *art. cit.*

important de la communauté pied-noire avait aussi permis à l'ancien chef de l'OAS-Métro Pierre Sergent, député frontiste de la ville en 1986-1988, d'espérer prendre la ville, jusqu'à son décès en 1992. Il était également le président du frontiste Cercle national des rapatriés (un sigle CNR faisant référence au Conseil national de la révolution qu'il fonda en 1963, pour faire suite au Conseil national de la résistance de l'OAS de 1962). Soutenu par la veuve de Pierre Sergent, Louis Aliot a récupéré la direction du CNR. Dans sa permanence durant les municipales de 2014, les visiteurs étaient accueillis dans une pièce où étaient accrochés une ancienne affiche électorale de Pierre Sergent et un portrait de lui dédié « le Combat Nous Rassemble », avec les majuscules marquées pour désigner le sigle CNR. En outre, Mohamed Bellebou (comme avant Frédéric Gourier), candidat de la liste « Perpignan ensemble », est particulièrement impliqué dans la question et le milieu des rapatriés.

Certes, cinquante ans après 1962, nombre des rapatriés sont décédés et leurs descendants se sont progressivement

dispersés et mêlés à la population hexagonale. Quand on consulte les lieux et les années de naissance sur les listes électorales, on peut néanmoins encore repérer des concentrations significatives de pieds-noirs dans certains bureaux de vote⁴¹. C'est le cas notamment dans le quartier du Moulin-à-vent.

Le vote Le Pen dans les bureaux à présence pied-noire significative

Bureaux	% de pieds-noirs	% Marine Le Pen	% de prénoms arabo-musulmans
48 (Las Cobas)	10,7 %	23,2 %	1,6 %
27 (Moulin-à-vent)	10,7 %	28,4 %	5,4 %
26 (Moulin-à-vent)	14,4 %	20,7 %	7,9 %

Au total, les pieds-noirs (sans leurs descendants) représentent 5,5 % du corps électoral perpignanais, ce qui n'est certes pas négligeable, mais ce qui ne fait pas non plus de ce groupe un électorat central qui jouerait encore aujourd'hui un rôle incontournable dans l'équilibre

41. Voir notamment à ce sujet Ifop, *Le vote pied-noir : mythe ou réalité ?*, focus n°107, mars 2014.

politique local. Néanmoins, tout porte à croire que les acteurs politiques locaux surestiment le poids démographique du groupe. On note en effet que parmi les différents candidats aux municipales, trois (Louis Aliot, Jean-Marc Pujol et Jacques Cresta) étaient pieds-noirs ou fils de pieds-noirs, ce qui témoigne a) d'une forte implication de cette communauté à la vie politique locale en dépit du déclin de leur poids démographique ; b) du fait que chaque liste partie avec un potentiel de victoire ait estimé nécessaire de placer un membre issu de la communauté pied-noire en tête, et de le faire savoir.

Jean-Marc Pujol a été particulièrement en pointe sur la question pied-noire. En 2003, adjoint de Jean-Paul Alduy en charge des rapatriés (l'existence même d'une telle délégation à cette date fait sens), il a inauguré une stèle des « fusillés et combattants pour que vive l'Algérie française », c'est-à-dire en hommage à des membres de l'Organisation armée secrète (OAS), condamnés et exécutés. Située au cimetière du Haut-Vernet, elle est venue compléter une stèle des rapatriés et un monument aux harkis. En 2004, il

est de l'inauguration d'un « olivier des disparus », une liste des noms de personnes disparues en Algérie étant plantée sous l'arbre. En 2007, la mairie permet l'édification d'un Mur des disparus. En 2012, elle inaugure un Centre de documentation des Français d'Algérie. En 2013 et 2014, le maire fait mettre les drapeaux en berne le 19 mars, pour protester contre « la décision scélérate » d'en faire la date commémorative de la fin de la guerre d'Algérie. La ville a eu son « rond-point des harkis », son « avenue Bachaga-Saïd-Boualam »⁴² et, durant la campagne des municipales 2014, Jean-Marc Pujol a évoqué une possible « rue Pierre-Sergent » afin de détacher celui-ci de l'image du FN.

Les deux candidats du second tour avaient donc tous deux une légitimité à rencontrer l'électorat pied-noir. La surreprésentation des pieds-noirs dans les effectifs de la section FN perpignanaise (16,7 % contre 5,5 % en moyenne parmi

42. Bachaga Saïd Boualam était capitaine de l'armée française et un homme politique français. Il fut responsable de la harka de la région de l'Ouarsenis pendant la guerre d'Algérie. De 1958 à 1962, le bachagha Boualam est élu quatre fois vice-président de l'Assemblée nationale, devenant le symbole des musulmans favorables à la France.

les inscrits sur les listes électorales de la ville) marque la bonne réceptivité du discours porté par Louis Aliot dans cette communauté. Il est également intéressant de comparer les résultats obtenus par la droite et le FN lors des deux derniers scrutins municipaux dans les bureaux précédemment identifiés comme abritant une composante pied-noire significative.

Les scores comparés de la droite et du FN en 2009 et 2014 dans les bureaux de vote à présence pied-noire significative

	Alduy, premier tour 2009	Aliot, premier tour 2009	Aliot, premier tour 2014	Pujol, premier tour 2014	Aliot, second tour 2014	Pujol, second tour 2014
Perpignan	40,3 %	9,4 %	34,1 %	30,6 %	44,8 %	55,1 %
Bureau 48 (Las Cobas)	47,2 %	10,4 %	42 %	28 %	55,4 %	44,5 %
Bureau 27 (Moulin-à-vent)	43,3 %	12,7 %	38,3 %	28 %	47,7 %	52,2 %
Bureau 26 (Moulin-à-vent)	45,5 %	7,11 %	32,1 %	33,7 %	39,3 %	60,6 %

Il existe un désalignement partiel du vote pied-noir sur la droite municipale du fait de la concurrence frontiste sur ce segment. Ce désalignement progressif du groupe

concerne, certes, une part réduite de la population perpignanaise, mais la droite locale a perdu sa position hégémonique dans une communauté qui a participé à l'histoire de sa domination de la ville. Cependant, on constate au regard des chiffres précédents que la base pied-noire de la mairie se remobilise au second tour dans le quartier du Moulin-à-vent. Les remerciements évoqués par Paul Alduy en 1982 paraissent continuer. Le décrochage est plus dur à Las Cobas. Il s'agit là d'une zone plus bourgeoise. Le souvenir de l'Algérie française paraît y avoir moins joué que le trouble identitaire et sécuritaire à l'encontre du centre-ville. Le différentiel entre le score de Louis Aliot et ceux de Marine Le Pen souligne que ce dernier a bien été identifié à la fois en tant qu'homme du FN, mais aussi en tant qu'homme politique local répondant à une demande spécifique.

LE QUARTIER GITAN ET L'OFFRE POLITIQUE

La question gitane fait régulièrement couler beaucoup d'encre quand on évoque la situation politique à Perpignan. Le fief de cette communauté se situe dans le cœur de la ville, dans le vieux quartier délabré de Saint-Jacques. La présence gitane n'est pas le résultat d'une migration récente : les Tziganes s'installent en Roussillon à compter du XVI^e siècle. Selon l'Éducation nationale, la composante gitane représente environ 10 % de la population perpignanaise actuelle, en faisant la concentration la plus importante d'Europe occidentale⁴³. La fixation spatiale du groupe est une conséquence de l'entrée en guerre de la France en septembre 1939. Un décret du 6 avril 1940 assigne à résidence, pouvant être un camp, les « nomades ».

43. Inspection générale de l'Éducation nationale, *Rapport annuel des inspections générales 2009*, La Documentation française, Paris, 2010, p. 162.

La disposition est justifiée par le fait que ces individus pourraient communiquer des informations à l'ennemi quant aux positionnements des troupes. Les Gitans perpignanais réagissent en se déplaçant des bords de la Têt, la rivière à l'entrée de la ville, aux hauteurs du quartier Saint-Jacques. Il y a là une caserne désaffectée qu'ils font leur. Abandonnant ainsi les roulottes immobiles du bord de la rivière, ils veulent démontrer qu'ils ne sont pas des nomades pour échapper aux mesures coercitives. Ils s'installent dans les logements antérieurement occupés par des citoyens juifs, très présents originellement dans le quartier. La « caserne du Puig » devient le centre de cet espace gitan⁴⁴. Le reste du quartier, entourant cette zone, est surtout peuplé par des personnes issues des mondes arabo-musulmans.

Quartier le plus pauvre de France, « Saint-Jacques » est devenu le cœur de l'autoreprésentation décliniste perpignanaise. L'opposition au mode de vie gitan constitue le

44. Alain Tarrius, *Fin de siècle incertaine à Perpignan*, Trabucaire, Canet, 1997, pp. 58-60.

plus petit dénominateur social commun. En même temps, leur poids dans la démographie électorale constitue un verrou à toute mise en cause radicalisée. Ainsi, loin de cet espace, lors d'une réunion publique au Moulin-à-vent, la première question posée par un membre du public à Louis Aliot porte sur la façon dont il gérerait Saint-Jacques. Le candidat frontiste répond en commençant par souligner que les Gitans sont des citoyens français, puis, seulement, en un second temps, qu'ils disposent conséquemment des mêmes droits et donc devoirs que les autres citoyens. Il déclare alors que « changer Perpignan, c'est changer Saint-Jacques », tant la question paraît cruciale aux administrés⁴⁵.

Cette position centrale et les pratiques clientélares ayant cours auprès de cette population en ont souvent fait une pièce essentielle du « système Alduy » et un point d'appui déterminant pour faire basculer en sa faveur une élection municipale. Depuis 1959, les Gitans de Saint-Jacques votent massivement pour la municipalité en place. Ils s'expriment

45. Présence de Nicolas Lebourg.

entre eux en un patois ; 60 % des moins de cinquante ans sont illettrés. La médiane du revenu fiscal mensuel par unité de consommation est de 368 euros... Selon le géographe David Giband, l'équipe municipale de Paul Alduy aurait mis en place un système clientéliste échangeant des avantages personnels contre le vote massif en sa faveur. Élu maire en 1993, Jean-Paul Alduy aurait remplacé l'ancien système par un management de la ville cherchant à professionnaliser les groupes, se tournant vers les pasteurs gitans et les imams maghrébins en les faisant représentants de leurs « communautés ». Prenant le Conseil général en 1998, la gauche locale aurait alors cherché à déstabiliser ce système municipal, en exposant aux habitants d'origine maghrébine qu'existerait à leurs dépens une entente entre les Gitans et la mairie⁴⁶. La mise en concurrence croissante entre groupes spatialisés participa au processus aboutissant aux émeutes de 2005. La politique de réhabilitation de l'habitat insalubre entreprise après celles-ci n'a pas été concluante, d'après une note de

46. David Giband, « Les événements de Perpignan ou la fin d'un système géopolitique local », *Hérodote*, n° 120, 2006, pp. 177-189.

la préfecture datant de fin 2013. Dans cette zone, selon l'avocat de l'agglomération, une part substantielle des fonds semble avoir été détournée grâce à la mise en place courante de systèmes de surfacturation⁴⁷. Une action sanitaire consécutive à l'impact de l'héroïne et du sida a également été entreprise⁴⁸. Elle n'est pas politiquement sans effet puisque, face aux nombreux emballages de Subutex dans les rues du centre-ville, il est assez courant d'entendre des habitants protester que la Sécurité sociale entretient les Gitans toxicomanes. L'obésité morbide qui frappe l'enfance gitane est également attribuée par le reste de la population au versement d'une allocation « handicapé » détournée en « prime à l'obésité » par les Gitans.

Ce délabrement a eu un double effet politique dans la population gitane : a) certains ont eu le sentiment que la mairie les abandonnait à leur sort, et que l'idée qu'il

47. « Perpignan : dans le quartier gitan, l'habitat indigne a pignon sur rue », Agence France Presse, 15 février 2014 ; « Perpignan : nouvelle arnaque à la rénovation et aux logements indécents », *L'Indépendant*, 6 juin 2014.

48. Cf. Lamiä Missaoui et Alain Tarrius, *Héroïne et cocaïne de Barcelone à Perpignan : des économies souterraines ethniques de survie à la généralisation des trafics transfrontaliers de proximité*, Observatoire français des drogues et des toxicomanies, mars 1999.

pouvait exister une communauté d'intérêts entre Gitans et entité politique en place était caduque ; b) d'autres ont eu le sentiment que le programme de réhabilitation visait en fait à les chasser insidieusement de leur espace. Les deux sentiments suggéraient un possible désalignement de la clientèle électorale, pouvant laisser envisager un gain électoral gitan pour le Front national. Ces bruissements d'un potentiel vote FN du quartier gitan participaient aussi, selon le sociologue Alain Tarrius de l'université Toulouse-Jean Jaurès, d'un « jeu de billard préélectoral » de membres de la communauté désireux de souligner le poids qu'elle a auprès des instances municipales⁴⁹.

Durant sa campagne pour les dernières municipales, Louis Aliot a souvent tendu la main aux électeurs gitans. À de nombreuses reprises, il a souligné que « les Gitans de Perpignan sont français depuis 500 ans », argument qui fait mouche dans cette population⁵⁰. Lorsque Marine Le Pen

49. Abel Mestre, « Dans le quartier gitan, la tentation frontiste », *Le Monde*, 31 janvier 2014.

50. Julien Marion, « Dans le quartier Saint-Jacques, le FN ne fait plus peur à personne », *L'Indépendant*, 27 mars 2014.

est venue le soutenir en meeting, proférant un discours véhément entièrement consacré à l'immigration, Louis Aliot a présenté un propos intégrationniste ; il a notamment déclaré : « “Perpignan ensemble” est plus qu'un slogan, c'est une condition vitale tant nous souffrons des divisions ! ». Il a même semblé prendre son public au dépourvu quand il a entamé une vigoureuse défense des Gitans vivant dans le bidonville de la cité Belus. Peut-être l'a-t-il senti, puisqu'il a tonné en pointant du doigt son public : « ils sont Français, mesdames et messieurs, comme vous, ces citoyens français veulent travailler ! ». Le soir du premier tour, alors que la soirée frontiste attirait quelques dizaines de Gitans venus la fêter, il parle d'« une ville où l'on a parké des communautés contrairement à l'idéal républicain que je me fais »⁵¹. Durant le débat d'entre-deux-tours, il a envisagé la création d'un festival culturel tzigane. Sur le terrain, il semble que l'antagonisme ethnique ait pu également servir de levier, une caméra de la télévision catalane ayant capté une scène où un militant FN discute en catalan avec un

51. Présence de Nicolas Lebourg sur les lieux.

Gitan, lui affirmant : « il faut faire quelque chose, sinon les Arabes vous mettront dehors »⁵².

Mais que pèse aujourd'hui cette communauté ? Les estimations circulant dans la presse locale, les travaux sociologiques et les discours des acteurs politiques et des représentants de ce groupe (les chefs de famille ou « tios » qui ont tout intérêt à surestimer le poids de leur communauté comme celui de leur importance) varient fortement. On parle parfois de 8 % du corps électoral et de 5 000 électeurs dont 3 000 en centre-ville⁵³. Même s'il n'est pas possible d'identifier précisément et donc de comptabiliser les personnes appartenant à cette communauté sur les registres électoraux, ces chiffres nous semblent assez élevés. Si l'on se concentre sur le quartier Saint-Jacques, le cœur de ce périmètre constitue le bureau de vote n° 10 et non pas les bureaux n° 11 et 12 comme on le lit parfois. Ce bureau est situé à l'école Jean Alio, place Cassanyes, à laquelle sont également rattachés les bureaux 11 et 12.

52. Televisión de Catalunya, *A la dreta i més enllà*, première diffusion : 17 juin 2014.

53. Abel Mestre, « Dans le quartier gitan, la tentation frontiste », *Le Monde*, 31 janvier 2014.

Mais ces deux bureaux ont des comportements électoraux très différents du bureau 10 et ils ne correspondent qu'aux marges du quartier gitan. Un autre indice réside dans la très faible occurrence de patronymes gitans traditionnels sur la liste électorale de ces deux bureaux alors qu'ils sont très représentés dans le bureau n° 10. Dans ce bureau, on a ainsi dénombré 106 Cargol⁵⁴, 68 Baptiste, 38 Caragol, 32 Bouzies ou bien encore 19 Maille sur un total de 978 inscrits. La ou les lignée(s) de Cargol pèse(nt) ainsi à elle(s) seule(s) 11 % du corps électoral de ce bureau, phénomène qu'à notre connaissance on ne retrouve nulle part ailleurs en France. Autre fait marquant, comme le montre le tableau suivant, non seulement ces patronymes reviennent très souvent dans ce bureau mais ils sont, de surcroît, absents de l'essentiel du reste du territoire. Ils sont en fait majoritairement concentrés à cet endroit et dans les bureaux n° 2 et 5, situés dans le quartier du Haut-Vernet (cité HLM Peyrestortes et cité de transit du « Nouveau logis »).

54. Les Perpignnais ironisent parfois sur le fait que les Gitans se nommeraient tous « Cargol ».

La récurrence de certains patronymes sur les listes électorales des quartiers gitans et leur très faible présence dans les autres bureaux

Patronymes	Bureau 10	Bureau 5	Bureau 2	Autres bureaux	Ensemble de la ville	% de ce nom inscrit dans les bureaux 10, 5, 2
Cargol	106	4	-	23	133	83 %
Baptiste	68	5	24	43	140	69 %
Ximenez	40	1	-	9	50	82 %
Reyes	41	48	13	35	137	74 %
Caragol	38	17	9	9	73	88 %
Bouziés/ Bouziés-Cargol	32	-	-	9	43	79 %
Rufer	31	3	-	6	40	85 %
Maille	19	18	8	17	62	73 %

Note de lecture : sur 133 inscrits s'appelant Cargol sur l'ensemble de la ville, 83 % sont inscrits dans les bureaux 2, 5 ou 10. Dans ce dernier bureau, 106 Cargol sont inscrits.

Ces familles, liées par de nombreux mariages, sont donc ancrées dans des périmètres bien précis où elles vivent en « vase clos », cette configuration favorisant un vote communautaire et des pratiques clientélistes. L'observation des résultats électoraux dans le bureau n° 10 en 2012 et 2014 est assez parlante de ce point de vue. Lors de l'élection

présidentielle, ce quartier a nettement voté à gauche puisque François Hollande y a obtenu 48,6 % au premier tour et pas moins de 63,3 % au second, le tout avec une abstention extrêmement élevée pour une présidentielle : 56,7 % au premier tour et 49,1 % au second, contre 23,1 % et 24,1 % sur l'ensemble de la ville. L'électorat gitan s'est donc très peu passionné pour ce scrutin et quand il a voté, il a voté à gauche. Changement d'ambiance aux municipales. Si l'abstention demeure très élevée au premier tour (58,5 %), elle a fortement reflué au second tour pour s'établir à 43,9 %⁵⁵, correspondant à un regain de participation de 14,6 points contre seulement +5,8 points sur l'ensemble de la ville, ce qui laisse penser que le démarçage des abstentionnistes a été particulièrement efficace dans ce quartier... Selon des sources UMP, le porte-à-porte dans les zones d'habitat gitan et maghrébin aurait d'ailleurs permis de repositionner la question d'une « dangerosité » d'un pouvoir FN pour les minorités. Autre changement des plus notables, alors que François

55. Contre 37,2 % en moyenne sur la ville.

Hollande obtenait 48,6 % au premier tour et Nicolas Sarkozy seulement 14 %, le candidat de la droite perpignanaise a atteint 53,1 % dès le premier tour et le score flatteur de 72,4 % (à comparer aux 63,3 % de François Hollande) au second, soit son deuxième meilleur score sur l'ensemble des 68 bureaux de la ville⁵⁶.

Louis Aliot enregistre, quant à lui, un résultat de 27,6 % au second tour, contre 24,6 % au premier, soit une très faible progression alors même que la participation bondissait, cette mobilisation des abstentionnistes dans l'entre-deux-tours profitant très largement au maire sortant. Mais si l'on retient le critère du nombre de bulletins (et non plus les pourcentages), on constate que le candidat FN a quand même marqué des points dans ce bureau n° 10, qui était loin de lui être acquis, avec 148 voix au second tour contre 98 au premier, et seulement 78 pour Marine Le Pen à la présidentielle. Le vote FN est donc plus répandu dans cet

56. La manifestation de l'existence d'un vote communautaire puissant et localisé réside dans le fait que les votes soient massifs, mais aussi qu'ils puissent basculer tout aussi massivement d'un camp à l'autre au gré des scrutins et des candidats en lice.

électorat que dans la population issue de l'immigration maghrébine mais, en dépit des signaux envoyés par Louis Aliot à cette communauté, il n'y a pas eu de flambée frontiste dans cet électoral. Le fait que certains chefs de famille gitans aient, avant les élections, sonné le tocsin en indiquant que la tentation frontiste était forte dans leur communauté peut donc, en partie, être effectivement analysé comme une stratégie visant à faire pression sur la majorité municipale pour obtenir davantage de ressources et d'aides publiques. Quant au sursaut du second tour, il désigne, d'une part, l'effet du porte-à-porte actif des soutiens de la liste Pujol et, d'autre part, ce qui sépare une municipalité en place de ses challengers, pour s'assurer du soutien de clientèles désintégrées économiquement et culturellement.

On ne constate pas par ailleurs de survote frontiste dans les bureaux jouxtant le bureau n° 10. Si différentes analyses ont montré que l'« effet de lisière » était généralement moins marqué en centre-ville (notamment du fait que les centre-villes concentrent davantage de catégories

socioprofessionnelles supérieures que les quartiers périphériques, et qu'y résider résulte moins d'un arbitrage contraint et davantage d'un choix), cette absence de sur-vote semblerait indiquer que la proximité d'une zone à forte population gitane ne dope pas le vote FN comme peut le faire le voisinage avec un quartier où réside une importante communauté maghrébine. Le « quartier gitan » n'est pas perçu comme pouvant s'épandre, mais tel un vase clos aux frontières étanches. Néanmoins, la compréhension du phénomène doit aussi tenir compte de la géographie ethno-sociale locale. La zone d'habitat gitan est insérée dans une zone d'habitat de personnes originaires des mondes arabo-musulmans (17,6 % des habitants de Saint-Jacques sont d'ailleurs des étrangers) ; vient après la bourgeoisie blanche du centre-ville. Or, et cela était commenté au local du FN dès avant 20 heures le soir du premier tour, le bureau n° 40 (Hôtel de ville), par exemple, enregistre 35,3 % des voix pour Louis Aliot contre 29,6 % pour Jean-Marc Pujol.

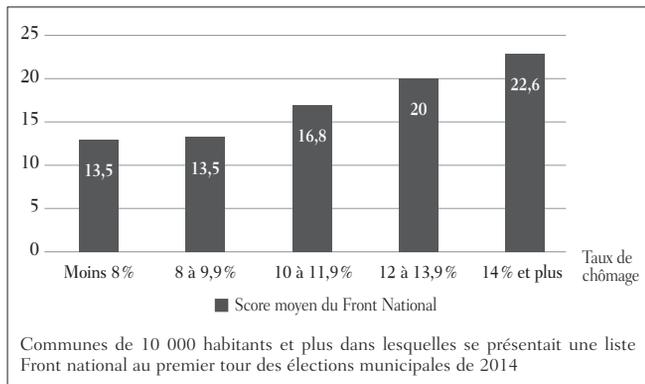
Sur l'ensemble du centre-ville, composant le canton VI, la décomposition du duopôle alduysme-bourquinisme est patente : Jean-Marc Pujol y obtient 29,8 % et Louis Aliot 29,4 %, Clotilde Ripoull y fait son meilleur score (13 %), tandis que Jacques Cresta plonge à 11,6 %. Le désengagement à l'égard de l'alduysme est souligné par le succès des listes se voulant apolitiques et composées de socio-professionnels (la liste de Clotilde Rippoull et celle des « Jeunes engagés *endavant Perpinyà* »⁵⁷ représentent toutes deux des surgesons du positionnement alduyste de 1993 et totalisent 15,3 %). Même chose en ce qui concerne l'effacement de la mainmise bourquiniste, qui entraîne une disparition de la gauche. Toutes listes confondues, celle-ci ne parvient plus à réunir le quart des voix. En l'espèce, la dynamique frontiste repose donc sur un double effet : la demande autoritaire et identitaire face au puzzle ethno-géographique ; la décomposition de la légitimité des autres offres politiques.

57. Les taux de corrélation entre l'évolution des deux candidats finalistes entre les deux tours et le score obtenu par cette liste (2,8 %) sont très faibles, ce qui indique qu'il n'y a pas eu de report préférentiel de ce petit électorat sur l'un des deux finalistes.

LES DYNAMIQUES ÉLECTORALES

La campagne des listes de gauche a été fort discrète. Celle de l'équipe Pujol a été intense. Outre les très nombreux tractages (avec des dépliants, d'un total manque de crédibilité, présentant un futur Perpignan urbanistiquement totalement rénové), elle a mis en place un efficace porte-à-porte systématique. Les militants demandaient aux habitants ce qui leur paraissait ne pas aller dans la ville, notaient les problèmes, et les citoyens recevaient ensuite un courrier signé de la tête de liste répondant à ces questions individuelles. L'équipe Aliot était d'une bien moindre ampleur. De fait, certaines zones pour elle électoralement intéressantes, comme le quartier de Saint-Assisclé, n'ont guère été prospectées, pour cause d'effectif militant insuffisant.

Score moyen du Front national au premier tour des élections municipales selon le taux de chômage au troisième trimestre 2013



Note de lecture : dans les communes où le FN présentait une liste au premier tour des municipales et où le taux de chômage est inférieur à 8 %, le score moyen de ce parti s'est établi à 13,5 %.

Au premier tour des municipales perpignanaises, l'abstention a été aussi forte (42,8 %) que la surprise de voir la liste Aliot en tête. En effet, les dernières semaines de campagne avaient vu s'installer l'idée que l'élection était gagnée d'avance par l'équipe sortante. Ce climat avait été entretenu par les répercussions locales de la presse nationale.

Ainsi, un sondage TNS Sofres avait été publié en février par *Le Nouvel Observateur* qui titrait « Perpignan : le FN n'y arrive pas ». Le journal estimait même la mairie gagnable pour la gauche en cas d'union des listes, alors encore possible. *Le Huffington Post* titrait quant à lui « Municipales : Louis Aliot loin du compte à Perpignan ». Peu après, l'Ifop publiait un sondage qui voyait Louis Aliot passer de 29 % d'intentions de vote au premier tour à 25 % au second. *La Lettre A*, lettre confidentielle destinée aux milieux dirigeants, titrait « Aliot ne sera pas maire ! »⁵⁹. Ce sentiment d'une élection faite avant le vote a probablement contribué à démobiliser l'électorat, en particulier celui de gauche.

On constate notamment que cette abstention a été d'autant plus forte que la proportion de prénoms arabo-musulmans était importante dans le bureau de vote et la liste emmenée par Jacques Cresta a péniblement atteint les 11,9 % sur l'ensemble de la ville. Si son score est corrélé positivement

59. *Le Nouvel Observateur*, 12 février 2014 ; *Le Huffington Post*, 12 février 2014 ; Ifop, *Le climat politique à Perpignan*, février 2014 ; *La Lettre A*, 13 mars 2014.

avec le taux de prénoms arabo-musulmans, les résultats obtenus dans les bureaux les plus marqués par une présence originaire des mondes arabo-musulmans sont relativement faibles, ce qui indique que cet électorat a massivement retiré son soutien à la gauche socialiste.

L'abstention et les scores de la gauche au premier tour des municipales

% de prénoms arabo-musulmans	Abstention	% J. Cresta	% J. Codognes
0 à 2 %	37,8 %	11,6 %	5,8 %
2 à 7 %	40,9 %	11,2 %	5,6 %
7 à 11 %	42,9 %	12,9 %	5,5 %
11 à 20 %	45,2 %	12,1 %	6,1 %
20 à 35 %	47,9 %	12,3 %	5,3 %
+ de 35 %	54,5 %	20,9 %	5,5 %
Ensemble de la ville	43 %	11,9 %	5,7 %

Note de lecture : dans les bureaux ne comptant que 0 à 2 % de prénoms arabo-musulmans, l'abstention a atteint 37,8 %, J. Cresta 11,6 % et J. Codognes 5,8 %.

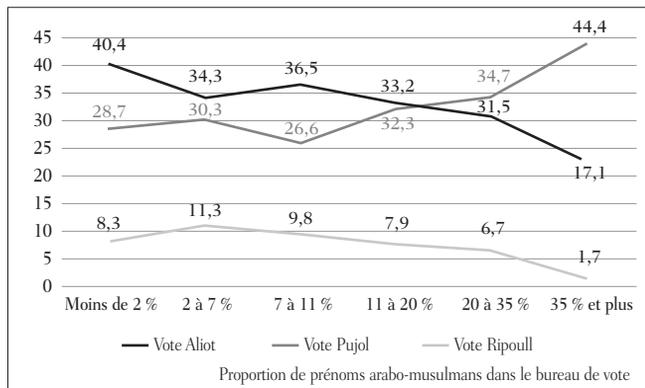
Mais ce décrochage n'a pas profité aux écologistes qui avaient investi Jean Codognès, qui n'obtint que 5,7 % sur l'ensemble de la ville (alors que l'état-major des Verts avait caressé l'espoir de conquérir Perpignan) et ne bénéficia

d'aucun survote dans les strates de bureaux à plus forte proportion de personnes issues de l'immigration. Si ces premiers résultats sont conformes aux enseignements tirés à partir de l'étude du vote des populations liées aux mondes arabo-musulmans dans d'autres villes, le cas perpignanais présente néanmoins une spécificité tout à fait particulière. Alors que dans toutes les autres villes, le score de la droite est corrélée négativement avec la proportion de prénoms arabo-musulmans, on constate en effet, à rebours de ce que l'on a observé ailleurs, que le score de la liste conduite par Jean-Marc Pujol augmente en fonction du poids de la population issue de l'immigration dans le bureau de vote. Elle enregistre ainsi son meilleur résultat (44,4 %) dans le bureau n° 67⁶⁰, affichant le plus fort taux de prénoms arabo-musulmans de toute la ville (54,5 %) et ses plus faibles performances dans les bureaux n° 48 et 50 (28,7 % en moyenne sur les deux bureaux), les deux seuls à abriter moins de 2 % d'électeurs portant un prénom originaire des mondes arabo-musulmans.

⁶⁰ Comptant dans son périmètre les cités HLM Clodion et Emile Roudayre.

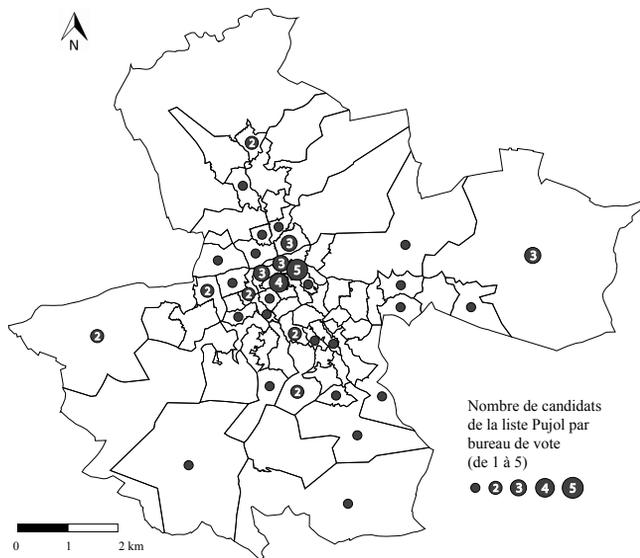
Dans le même temps, et comme le montre le graphique ci-dessous, les résultats de la liste conduite par Clotilde Ripoull suivait une trajectoire totalement inverse. Cette liste a rencontré un certain écho dans les quartiers les plus « blancs » de la ville, où elle est venue concurrencer la liste de droite, mais son influence a été bien moindre dans les quartiers à forte présence maghrébine.

Les scores des listes Aliot, Pujol et Ripoull au premier tour des municipales à Perpignan en fonction de la proportion de prénoms arabo-musulmans par bureau de vote



Avec des scores et des corrélations spectaculaires, la liste de Louis Aliot fait une véritable percée dans les quartiers à faible présence immigrée, en y devançant largement la liste du maire sortant, mais voit son score décliner quand la proportion de prénoms arabo-musulmans augmente. Ainsi, la liste « Perpignan pour tous » ne parvient à surclasser le FN que dans les quartiers les plus marqués par une population aux prénoms originaires des mondes arabo-musulmans. En somme, la réduction du premier tour à un duel UMP-FN paraît avoir fortement polarisée le vote autour du clivage ethnique. L'électorat issu de l'immigration s'étant déplacé aux urnes aurait en quelque sorte « voté utile » dès le premier tour et choisi la droite pour faire barrage au FN, et non pas la gauche. C'est davantage cet argument qui explique ce ralliement qu'une présence de représentants de la « diversité » sur la liste Pujol – celle-ci ne comptait que deux colistiers ayant des prénoms et/ou des patronymes d'origine arabo-musulmane. L'implantation des colistiers de la liste menée par Jean-Marc Pujol montre en fait un profond repli sur les zones de la « bourgeoisie blanche ».

La répartition des colistiers de J.-M. Pujol par bureau de vote

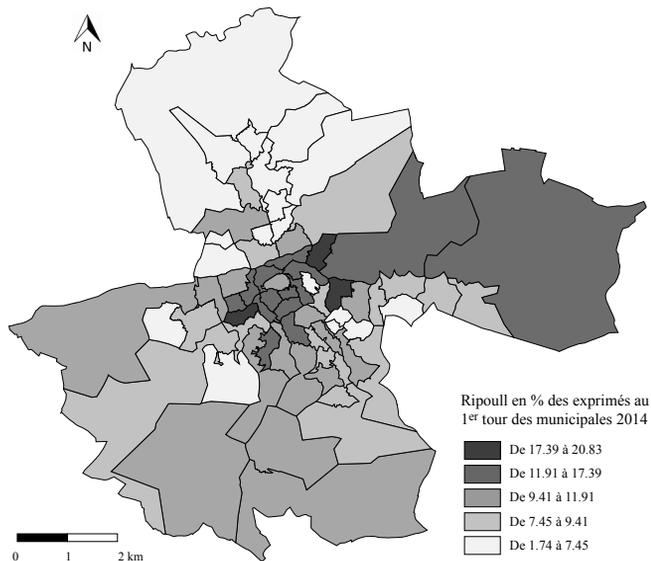


Dans la composition de la liste « Perpignan pour tous », l'hypertrophie accordée aux zones bourgeoises du centre-ville et du périurbain correspondait à une sociologie de « vieille droite », très différenciée de celle qui a finalement fait la victoire de la liste, à dire vrai parfois plus proche de la carte des résultats de la liste de Louis Aliot. Or, et cela est probablement pour part lié, dans le même temps, au premier tour, l'électorat non issu de l'immigration optait massivement pour le FN et, dans une moindre mesure, pour la liste Ripoull, qui bien qu'estampillée centriste récupéra un vote de droite anti-Pujol.

Clotilde Ripoull a obtenu ses meilleurs résultats dans les bureaux n° 45 (20,8 %), 12 (18,5 %), 32 (17,4 %), 8 (15,9 %) et 55 (15,1 %). On constate que ses bastions correspondent à des bureaux qui sont tous situés en centre-ville mais, plutôt que dans le centre historique dégradé, en périphérie du cœur, dans ce que l'on pourrait appeler une première couronne. Ces bureaux, on l'a vu, sont à faible proportion d'électeurs issus de l'immigration et, pour grande part, correspondent plutôt à un habitat aisé. La

communication de la candidate s'est beaucoup faite en direction des commerçants du centre-ville. Elle a manifestement été entendue, mais s'y est retrouvée en partie concurrencée par la liste Pujol.

Le score de C. Ripoull au premier tour



Ces bureaux présentent une autre caractéristique démographique. En tendance, les bureaux qui ont davantage voté pour Clotilde Ripoull sont, en effet, des bureaux où la proportion de personnes nées dans un autre département que les Pyrénées-Orientales est élevée, voire très élevée⁶¹. Le coefficient de corrélation entre ces deux variables s'établit à +0,68, alors qu'il est quasi nul avec le vote Aliot (+0,1) mais très négatif avec le vote Pujol (-0,5). Plus la proportion de « gavats » est élevée, plus le vote Ripoull l'a été. Inversement, et comme le montre le tableau suivant, c'est dans les bureaux présentant la plus faible présence « non-autochtone » que le maire sortant a enregistré ses résultats les plus élevés.

61. Cette population n'est pas répartie de manière homogène sur le territoire de la ville, certains quartiers comptant plus de 50 % de « gavats » et d'autres moins de 20 %.

Les scores comparés de J.-M. Pujol et C. Ripoull au premier tour des municipales en fonction de la proportion de personnes nées dans un autre département que les Pyrénées-Orientales dans le bureau de vote

% d'inscrits dans le bureau nés dans un autre département que les Pyrénées-Orientales	% J.-M. Pujol	% C. Ripoull
Moins de 30%	41 %	4,4 %
De 30 à 35 %	30,2 %	7 %
De 35 à 40 %	29,1 %	9,4 %
De 40 à 50 %	29,4 %	10,7 %
Plus de 50 %	30 %	13 %
Ensemble de la ville	30,7 %	9,6 %

Note de lecture : dans les bureaux comptant moins de 30 % de personnes nées dans un autre département que les Pyrénées-Orientales, J.-M. Pujol a obtenu en moyenne au premier tour 41 % des voix contre 4,4 % pour C. Ripoull.

Le positionnement et la campagne modernistes de Clotilde Ripoull ont d'abord séduit les électeurs les plus récemment installés à Perpignan, quand Jean-Marc Pujol bénéficiait d'un soutien plus marqué dans l'électorat « catalan ». La mise en avant d'un discours de défense de l'identité catalane a pu jouer et, surtout, cette composante du corps électoral est davantage maillée par des réseaux de

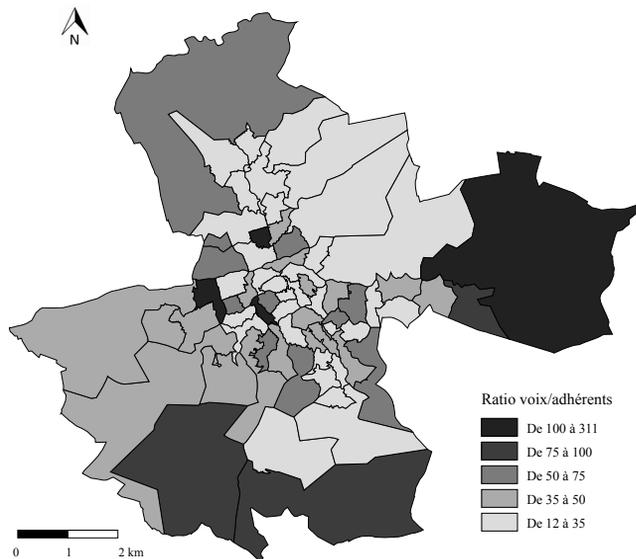
sociabilité (associations, loges, « grandes familles », amicales, etc.) dont l'équipe municipale est proche ou avec lesquels elle entretient des contacts de longue date. A *contrario*, Clotilde Ripoull, en s'affichant comme l'opposante au « système Alduy-Pujol », aurait d'abord trouvé un écho dans la partie de la population la moins anciennement arrivée et donc d'une part la moins insérée dans les réseaux traditionnels de la vie locale et, d'autre part, la plus sensible à la thématique d'un renouvellement des pratiques politiques – non qu'ils soient forcément plus moralistes, mais le clientélisme est un système d'entretien de rentes qui fonctionne au détriment des nouveaux venus.

On constate par ailleurs des coefficients de corrélation quasi-identiques entre vote Ripoull et vote Bayrou à la présidentielle et entre vote Ripoull et vote Sarkozy (0,41 et 0,45), signe que cette liste a rallié une partie de l'électorat centriste (conformément à son positionnement) mais aussi de l'électorat de droite. Ce dernier s'est donc dispersé au premier tour et est loin d'avoir voté de manière compacte pour Jean-Marc Pujol. Au regard du parcours de Clotilde

Ripoull dans la vie politique perpignanaise et de son opposition au « système Alduy » puis Pujol, on peut penser qu'elle a pu séduire cette frange de l'électorat de droite non-clientélisée.

Les différences de scores observées entre les élections présidentielles et municipales sont également facteur de l'incarnation du territoire réalisée par le candidat et son équipe. Même si tous les encartés ne sont pas des militants, ils peuvent porter autour d'eux une diffusion normalisée de l'image du parti auquel ils cotisent. Le « vote de colère » et les « coups de tonnerre » sempiternellement affirmés par les responsables politiques nationaux ne correspondent pas au ratio établi entre implantation des militants FN et résultats de la liste au premier tour.

Le ratio nombre d'électeurs FN au premier tour / nombre d'adhérents par bureau de vote



Ainsi, quoique l'ère de l'activisme militant se soit achevée avec l'époque industrielle, l'appareil d'un parti demeure manifestement lié à sa pénétration des masses, et *vice versa*. Cette hypothèse est confirmée par l'analyse de l'évolution du nombre de voix obtenues par la droite et le FN entre la présidentielle et les municipales. Avec 11 617 voix au premier tour, Jean-Marc Pujol ne retrouve que 88 % du stock de voix de Nicolas Sarkozy (13 244) au premier tour de la présidentielle, quand Louis Aliot accroît sensiblement le score atteint par Marine Le Pen avec 12 949 bulletins, soit l'équivalent de 115 % des 11 220 voix lepénistes de la présidentielle. Or, comme le montre le tableau suivant, l'intensité de sa progression a été la plus forte dans les bureaux à plus faible proportion de prénoms arabo-musulmans, alors qu'il ne retrouvait pas l'étiage de Marine Le Pen dans les bureaux à plus fort taux.

L'évolution du nombre de voix pour la droite et le FN au premier tour entre la présidentielle et les municipales

% de prénoms arabo-musulmans dans le bureau	Nbre de voix M. Le Pen 1 ^{er} tour 2012	Nbre de voix L. Aliot 1 ^{er} tour 2012	Ratio	Nbre de voix N. Sarkozy 1 ^{er} tour 2012	Nbre de voix J.-M. Pujol 1 ^{er} tour 2012	Ratio
0 à 2 %	485	589	121 %	668	418	63 %
2 à 7 %	4879	6164	126 %	7307	5446	74 %
7 à 11 %	1894	2137	113 %	1865	1560	84 %
11 à 20 %	2654	2787	105 %	2382	2705	114 %
20 à 35 %	1224	1213	99 %	970	1335	138 %
+ de 35 %	84	59	70 %	52	153	294 %
Ensemble de la ville	11 220	12 949	115 %	13 244	11 617	88 %

Note de lecture : dans les bureaux ne comptant que 0 à 2 % de prénoms arabo-musulmans, L. Aliot obtient 589 voix au premier tour, soit un ratio de 121 % du nombre des voix de M. Le Pen (485).

Inversement, c'est dans les quartiers les plus « blancs » que l'hémorragie à droite a été la plus marquée, alors qu'au fur et à mesure que la proportion de prénoms arabo-musulmans augmentait, le maire sortant parvenait à enregistrer sur son nom davantage de soutiens que Nicolas Sarkozy. Ces nouveaux soutiens, sans doute issus de la gauche, sont venus partiellement combler la perte d'électeurs droitiers

des quartiers à faible présence immigrée – partis vers le FN, la liste Ripoull ou l'abstention.

Un cumul de données d'enquêtes de l'Ifop menées en février 2014 et portant sur un total de 1 059 inscrits vient confirmer le fait que Jean-Marc Pujol a été fortement concurrencé par Louis Aliot dans l'électorat de droite. Seuls 56 % des électeurs du premier tour de Nicolas Sarkozy ont ainsi voté pour le candidat UMP, contre 34 % qui ont opté pour le candidat frontiste, qui, dans le même temps, faisait le plein des voix « marinistes » (95 %). La campagne de Louis Aliot, équilibrant rejet du système et offre gestionnaire, a donc eu un effet attractif sur l'électorat sarkozyste. Il est vrai que son ton ressemblait à celui de la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy, mettant en avant une « rupture » tranquille et une « droite du travail ». Ces données d'enquête valident aussi l'hypothèse d'un puissant transfert de l'électorat de gauche dès le premier tour : 20 % des électeurs de François Hollande ont voté pour le maire sortant, mais 28 % ont fait le choix de Louis Aliot, qui a donc su agréger différentes clientèles. Outre le climat poli-

tique national de sanction de la gauche, le positionnement anti-libéral de Louis Aliot a pu constituer un marqueur pour cet électorat⁶². La délégitimation des présidents socialistes de la région et du pays ont pu renforcer l'attractivité d'un candidat FN à la campagne « modérée ». Ceci montre derechef le côté politiquement et sociologiquement hétérogène de l'électorat frontiste. Plus que jamais, le discours sécuritaire et l'hostilité à l'immigration constituent le ciment permettant de faire tenir ensemble ses différentes composantes, sachant que l'analyse par bureau de vote a montré la logique très ethnique des transferts électoraux survenus entre la présidentielle et les municipales. C'est sans doute d'abord la frange immigrée de l'électorat de gauche qui a rallié le maire, quand une partie de la frange « blanche » basculait vers le FN.

Les données d'enquête font également ressortir une autre variable importante dans la structuration du vote : l'âge. La ville compte 26 % de ses citoyens âgés de plus de soixante

62. Par ailleurs, le vote pour Jean Codognès, qui se présentait sous l'étiquette des Verts, apparaît aussi tel un vote d'une frange de la gauche lasse des « affaires » du bourquinisme.

ans, mais l'Insee précise que, là encore, l'inégalité est exemplaire : « dans le bassin de vie de Perpignan, le niveau de revenu des 10 % des seniors les plus aisés atteint 2 800 euros par mois, contre seulement 590 euros pour les 10 % les plus pauvres ». L'inégalité va avec la pauvreté, frappant 29 % des seniors perpignanais⁶³. Or, au premier tour, Louis Aliot a surclassé Jean-Marc Pujol dans toutes les tranches d'âge, à l'exception des plus de 65 ans qui ont placé le candidat de l'UMP largement en tête.

Les votes Pujol et Aliot au premier tour par tranche d'âge

Age	% J.-M. Pujol	% L. Aliot	Écart
Moins de 35 ans	29 %	40 %	+11 pts
35-49 ans	26 %	35 %	+9 pts
50-64 ans	24 %	33 %	+ 9 pts
65 ans et plus	39 %	28 %	-11 pts

Comme au plan national, les retraités demeurent la clientèle électorale la plus favorable à la droite, atout précieux puisque cette génération vote davantage. Cependant, dans

63. Insee, *Languedoc-Roussillon : des risques de fragilité des personnes âgées différents selon les territoires*, janvier 2013, p. 4.

le climat d'opinion spécifique à Perpignan, Louis Aliot, adepte d'une ligne moins radicale que d'autres dirigeants frontistes et personnalité au profil plus policé, est parvenu à faire en partie sauter ce verrou. Il a rassuré cet électorat structurellement conservateur et souvent peu adepte des solutions de *tabula rasa*. Il obtient ainsi un score honorable (28 %) parmi les seniors⁶⁴, tout en dominant nettement dans les tranches d'âge actives, cœur traditionnel de l'électorat frontiste.

Ce poids des seniors dans la résistance de Jean-Marc Pujol à la poussée FN se retrouve spatialement, puisque les quartiers périphériques de la ville, où les actifs sont surreprésentés, ont offert au FN ses meilleurs scores, quand les bureaux de certains quartiers du centre, à la population plus âgée, votaient d'abord Pujol. La démographie est ici favorable pour l'actuelle équipe municipale, puisque les plus de 65 ans représentent un quart de la population perpignanaise.

64. Cette bonne performance s'explique sans doute en partie par le poids plus important à Perpignan qu'ailleurs des retraités modestes.

Si la droite domine donc chez les retraités, la section FN affiche aussi un surpoids des seniors : 24,5 % de notre échantillon a entre 50 et 64 ans, et 47,1 % a plus de 65 ans⁶⁵. Il n'y a pas là forcément de paradoxe, si l'on regarde en vis-à-vis la structure du marché du travail et l'offre politique frontiste. Le vote FN peut se motiver par une difficulté d'accès aux marchés des capitaux (travail, propriété foncière) entraînant un désir de régulation sur critères nationaux (« préférence nationale », « protectionnisme intelligent »). Mais, si cette difficulté d'accès peut engendrer du vote, elle peut aussi freiner l'engagement partisan socialisé. On le constatait aux meetings de Marine Le Pen tenus à Perpignan en 2012 et 2014 : il y avait une surreprésentation tant de la jeunesse que des seniors. Autrement dit, de ceux qui ne sont pas sur le marché du travail ou dans la production. Ce décalage entre les pyramides d'âge des électeurs, des sympathisants et des militants témoigne que la « dédiabolisation », même sur un terrain où elle est aussi poussée qu'à Perpignan, n'est pas aussi achevée qu'il est parfois dit.

65. Nous avons pu établir l'âge de 301 adhérents.

La proportion de 65 ans et plus par bureau de vote



UNE ÉLECTION ENTRE CLIVAGE ETHNIQUE ET LOGIQUE SOCIALE

L'influence du clivage ethnique sur la structuration du vote et le chassé-croisé de pans entiers de l'électorat (une part de l'électorat de droite optant pour le FN contre la droite locale et une frange de l'électorat de gauche, souvent issue de l'immigration, votant à droite pour faire barrage au FN) apparaissent encore plus clairement au second tour. Comme dans de nombreuses villes, on constate une remobilisation dans les quartiers à forte proportion de prénoms arabo-musulmans, quartiers qui s'étaient beaucoup abstenus au premier tour. Alors que, en moyenne sur la ville, la participation ne progressait que de 5,8 points, elle gagnait entre 9 et 10 points dans les strates de bureaux comportant le plus fort taux de prénoms originaires des mondes arabo-musulmans ; à l'inverse, le sursaut était beaucoup plus

limité dans les bureaux à faible taux. Proportionnellement, la remobilisation concernait donc d'abord cet électorat lié à l'histoire de l'immigration.

L'évolution de la participation et des scores de la droite et du FN entre les deux tours des municipales (en points)

% de prénoms arabo-musulmans dans le bureau	Evolution de la participation	Progression de J.-M. Pujol	Progression de L. Aliot
0 à 2 %	+5,1	+18	+13
2 à 7 %	+4,6	+23,4	+12,1
7 à 11 %	+5,3	+26,6	+10,7
11 à 20 %	+6,6	+24	+10,6
20 à 35 %	+9,2	+27,7	+6,1
+ de 35 %	+10,5	+34,7	+3,9
Ensemble de la ville	+5,8	+24,4	+10,7

Note de lecture : dans les bureaux ne comptant que 0 à 2 % de prénoms arabo-musulmans, la participation a augmenté de 5,1 points, le score de J.-M. Pujol de 18 et celui de L. Aliot de 13 entre les deux tours.

La gauche s'étant retirée à l'issue du premier tour pour empêcher la prise de la ville par le FN, cette hausse de la participation dans ces quartiers s'est faite au profit de la

droite et a freiné la dynamique frontiste⁶⁶. On constate que la progression de la liste Pujol entre les deux tours est indexée sur la proportion de prénoms arabo-musulmans présents dans le bureau de vote. Si le maire sortant a gagné 18 points dans les bureaux comptant moins de 2 % de prénoms arabo-musulmans (progression plus que significative), cette hausse atteint 24 points dans ceux en comptant entre 11 et 20 % et 34,7 points dans le bureau n° 67, en comptant plus de 50 %. Inversement, la poussée frontiste a été d'autant plus puissante que les bureaux ne comptaient pas ou peu de prénoms arabo-musulmans.

Dans ces bureaux, cette dynamique frontiste a vraisemblablement été alimentée par d'assez bons reports de voix des électeurs de la liste Ripoull. Le coefficient de corrélation entre le vote Ripoull et la progression du score de Louis Aliot entre les deux tours s'établit à 0,52, contre seulement 0,36 pour ce qui est de la progression du score de Jean-Marc Pujol. Ceci laisse penser que les reports des

66. Dans d'autres villes, la remobilisation d'une partie de l'électorat issu de l'immigration a bénéficié à la gauche sans que cela ne suffise souvent à éviter pour autant la défaite.

électeurs « ripoullistes » ont joué un rôle plus significatif dans la dynamique frontiste que dans celle de la droite.

L'évolution des scores de Pujol et d'Aliot entre les deux tours en fonction du score de Ripoull au premier tour

Score de C. Ripoull au 1 ^{er} tour dans le bureau	Score de J.-M. Pujol au 1 ^{er} tour	Score de J.-M. Pujol au 2 ^e tour	Progression en points	Score de L. Aliot au 1 ^{er} tour	Score de L. Aliot au 2 ^e tour	Progression en points
Plus de 15 %	28 %	57,3 %	+29,3	28,5 %	42,7 %	+14,2
De 10 à 15 %	30,1 %	55,8 %	+25,4	32,6 %	44,6 %	+12
De 7 à 10 %	29 %	52 %	+23	37,7 %	48 %	+10,3
De 5 à 7 %	32,7 %	57,8 %	+25,3	34,3 %	42,1 %	+8,8
Moins de 5 %	39,6 %	60,5 %	+20,9	30,8 %	39,5 %	+8,7
Ensemble de la ville	30,7 %	55,1 %	+24,4	34,2 %	44,9 %	+10,5

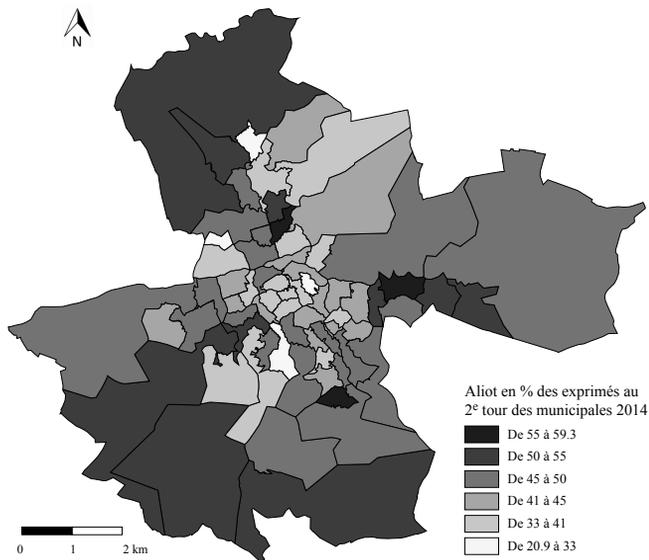
Note de lecture : dans les bureaux de vote où C. Ripoull obtenait plus de 15 % au premier tour, J.-M. Pujol a vu son score passer de 28 % à 57,3 % entre les deux tours, soit une progression de 29,3 points.

Inversement, les coefficients de corrélation entre le score de la liste PS et la progression du FN sont de -0,33, et de 0,59 pour celle de la droite. En d'autres termes, Louis Aliot n'aurait pas profité d'un apport substantiel d'électeurs de gauche désireux de battre la droite et de mettre fin au « système Alduy-Pujol ». Cet électorat, dont une partie avait

déjà voté à droite au premier tour (par « vote utile », désir de sanction de la gauche locale et/ou nationale, etc.), aurait fourni des renforts nombreux au maire sortant, ce réflexe étant amplifié par le prisme ethnoculturel. Si le bureau n° 54, qui est le sixième bureau ayant le plus voté pour Pujol au second tour, est un bureau de droite classique, « bourgeois » et « blanc », les cinq bureaux ayant accordé les meilleurs scores au candidat UMP-UDI sont soit à très forte proportion de prénoms arabo-musulmans (bureaux n° 67, 14 et 34), soit correspondent à deux des trois foyers de population gitane de la ville (bureaux n° 10 et 2)⁶⁷. Au soir du second tour, la carte des rapports de force électoraux entre la droite et le Front national présente au final un aspect assez inédit et inattendu. On constate ainsi que Jean-Marc Pujol n'a pas fait, loin s'en faut, ses meilleurs résultats dans les quartiers traditionnellement les plus à droite, ses meilleurs scores lui étant fournis par les bastions de gauche. Les repères habituels se sont quasiment inversés.

67. Le bureau n° 5, situé à proximité et comprenant la cité d'urgence le « Nouveau logis », où réside aussi une communauté gitane significative, a voté Pujol à 55,8 %.

Le score de la liste de L. Aliot au second tour des municipales



On observe ainsi que, en tendance, le rapport de force est d'autant plus favorable à Jean-Marc Pujol que le score de François Hollande était élevé au second tour de la présidentielle et que, inversement, c'est dans les bureaux où Nicolas Sarkozy avait reçu le meilleur accueil électoral que Louis Aliot enregistre ses meilleurs chiffres.

Le rapport de force au second tour des municipales en fonction du score de Nicolas Sarkozy au second tour de la présidentielle

% de voix pour N. Sarkozy au 2 ^e tour en 2012	% de voix pour J.-M. Pujol au 2 ^e tour des municipales	% de voix pour L. Aliot au 2 ^e tour des municipales
Plus de 60 %	51,5 %	48,5 %
De 50 à 60 %	54,2 %	45,8 %
De 45 à 50 %	52,6 %	47,4 %
De 40 à 45 %	57,1 %	42,9 %
Moins de 40 %	63,5 %	36,5 %
Ensemble de la ville	55,1 %	44,9 %

Note de lecture : dans les bureaux ayant voté à plus de 60 % pour N. Sarkozy au second tour de la présidentielle, le score de J.-M. Pujol s'établit en moyenne à 51,5 % et celui de L. Aliot à 48,5 %.

Mais à cette lecture politique inversée des résultats (le maire ayant obtenu le plus large soutien dans les bureaux votant traditionnellement pour la gauche) vient se superposer une autre grille de lecture, dont on a mesuré qu'elle pesait d'un poids très important à Perpignan. Il s'agit du clivage ethnique. On a vu que Jean-Marc Pujol avait obtenu son deuxième meilleur score dans le bureau n° 10, correspondant au quartier gitan de Saint-Jacques (72,4 % des voix), son troisième meilleur score (67,3 %) étant également atteint dans un bureau à forte présence gitane, en l'occurrence le bureau n° 2. À ce soutien massif de la communauté gitane est venue s'ajouter le soutien de l'électorat lié aux mondes arabo-musulmans, qui démographiquement pèse bien davantage. On constate en effet une très nette corrélation entre les scores du second tour et la proportion de prénoms arabo-musulmans par bureau, ce lien apparaissant plus fort qu'avec le rapport de force gauche/droite lors du second tour de la présidentielle.

Le rapport de force au second tour des municipales en fonction de la proportion de prénoms arabo-musulmans par bureau

% de prénoms arabo-musulmans dans le bureau	% de voix pour J.-M. Pujol au 2 ^e tour des municipales	% de voix pour L. Aliot au 2 ^e tour des municipales
0 à 2 %	46,6 %	53,4 %
2 à 7 %	53,7 %	46,3 %
7 à 11 %	52,8 %	47,2 %
11 à 20 %	56,2 %	43,8 %
20 à 35 %	62,4 %	37,6 %
+ de 35 %	79 %	21 %
Ensemble de la ville	55,1 %	44,9 %

Note de lecture : dans les bureaux ne comptant que 0 à 2 % de prénoms arabo-musulmans, le score de J.-M. Pujol s'établit en moyenne à 46,6 % et celui de L. Aliot à 53,4 %.

Il importe de souligner que Louis Aliot est arrivé en tête dans les deux seuls bureaux comptant moins de 2 % de prénoms arabo-musulmans (bureaux n° 48 et 50) et qu'il s'est également imposé dans quatre bureaux ne comptant que de 2 à 7 % de prénoms arabo-musulmans. Le discours qui voudrait que l'hostilité au FN soit le fait d'une bourgeoisie loin des populations issues de l'immigration, et le

vote FN une action des catégories populaires qui en sont proches, s'avère une construction idéologique globalisante non empiriquement fondée.

Jean-Marc Pujol a systématiquement devancé Louis Aliot dès que la proportion de prénoms arabo-musulmans franchissait la barre de 20 % du corps électoral du bureau de vote. Il y a là un enjeu pour la « Droite forte » que représente l'actuel maire de Perpignan, se retrouvant en posture mimétique avec le FN⁶⁸, mais devant accueillir un segment de l'électorat issu des mondes arabo-musulmans. La conciliation des contraires ne concerne pas que cette droite musclée. La tentation chez certains socialistes de trouver un nouveau « peuple de substitution » en allant concurrencer Marine Le Pen dans le périurbain s'avère délicate.

En effet, ce dernier ne s'avère nullement voter FN que par relégation. Le périurbain choisi (bureau n° 52) ou subi

68. Cf. Marika Mathieu, *La Droite forte : années zéro. Enquête sur les courants d'une droite sans chef*, La Martinière, Paris, 2013.

(bureau n° 1), avec ou sans contact multiculturel, a réagi à l'offre politique frontiste. Le cas perpignanais va dans le sens des analyses du politiste Joël Gombin, de l'université de Picardie-Jules Verne et membre de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, sur les scrutins de 2009-2014, y décelant un approfondissement de l'interclassisme et une relation au coefficient de Gini, chaque groupe social ayant un vote FN plus élevé quand il réside dans un territoire plus inégalitaire : « une variation de deux écarts-type du coefficient de Gini est associée positivement à une variation de cinq points du vote pour Marine Le Pen, à structure socioprofessionnelle constante »⁶⁹. C'est donc moins la morphologie urbaine que les conditions matérielles de cette morphologie qui importent.

Ce constat permet de répondre également à la question de la validité d'une campagne anti-clientélisme dans les

69. Cf. Joël Gombin, « Contextualiser sans faire de l'espace un facteur autonome. La modélisation multinationale comme lieu de rencontre entre sociologie et géographie électorales », *L'espace politique*, 4 juillet 2014 (disponible en ligne sur <http://espacepolitique.revues.org/3066>) ; Joël Gombin, *Vote FN aux européennes : une nouvelle assise électorale ?*, note n° 9 de l'Observatoire des radicalités politiques, Fondation Jean-Jaurès, septembre 2014 ; Joël Gombin et Nicolas Lebourg, « Le vote pour l'extrême droite est une façon de repolitiser l'élection », *Le Monde*, 28 mars 2014.

territoires structurés par cette pratique. Le clientélisme comme échange de rente politique contre des capitaux financiers ou symboliques ne peut plus satisfaire une masse suffisante (nouveaux arrivants éloignés des réseaux de distribution ; cure de minceur des finances locales, etc.).

Dans une étude du vote FN à l'échelle de la région Languedoc-Roussillon, le politiste du CNRS Emmanuel Négrier notait que la variabilité des résultats s'expliquait par les différences d'encadrement militant et municipal de la population. Notre enquête approfondie à l'échelle municipale confirme cet angle : les zones de populations moindrement quadrillées et structurées par un tissu de relais politiques penchent vers le FN, y compris dans les quartiers plus aisés⁷⁰. La question sociale n'est donc pas tout, elle non plus. C'est un bâton à qui il faut un tambour : une dynamique culturelle. Preuve en est : en « Catalogne Sud », l'extrême droite demeure infra-groupusculaire. Aux élections européennes de 2014, à Barcelone, les listes

70. Emmanuel Négrier, « Le Pen et le peuple. Géopolitiques du vote FN en Languedoc-Roussillon », *Pôle Sud*, n° 37, 2012, pp. 153-166.

d'extrême droite font qui 0,05 %, qui 0,03 %. À Perpignan, la liste menée par Louis Aliot arrive en tête avec 34,2 % des voix. Ce qui importe est donc l'approfondissement des difficultés économiques et sociales sur un territoire inégalitaire, qui radicalise une demande sociale autoritaire bénéficiant à une candidature ayant su proposer une offre politique autoritaire crédibilisée, tandis que les autres offres se décomposaient. Parce que plus fragmentée que les autres, Perpignan a été plus frontiste que les autres.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

ISBN : 978-2-36244-078-6

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Achevé d'imprimer par l'imprimerie xxx

DÉCEMBRE 2014

Jérôme Fourquet
Nicolas Lebourg
Sylvain Manternach

Perpignan, une ville avant le Front national ?

Perpignan est la seule ville de plus de 100 000 habitants où le Front national est arrivé en tête au premier tour des élections municipales de 2014. Pourquoi celui-ci n'a-t-il pas gagné au second ?

À partir d'un décryptage de la campagne et du scrutin, les auteurs de cet Essai explicitent la tentation frontiste des électeurs perpignanais. Paupérisation et antagonismes ethniques y jouent un rôle, tout comme la crédibilisation de l'offre politique frontiste. Une étude locale à valeur nationale.

www.jean-jaures.org



9 782362 440786

ISBN : 978-2-36244-078-6

6 €